

MÉDICAMENTS
ANTICANCÉREUX

La PCH dément toute pénurie

Lire l'article de M. Aziza page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

SELON LE DG
DES FORÊTS
**390 incendies
enregistrés
depuis
début mai**

Lire l'article de A. Z. page 4



UN AUTRE RÉSEAU
DÉMANTÉ À CHLEF
**Plus de 1,8 million
d'euros en fausse
monnaie saisis** P. 4



CHAN
**L'Algérie
accrochée par
la Guinée (1-1)** P. 11



SUITE À LA MENACE DE MORT CONTRE MARWAN BARGHOUTI
Appel à protéger les prisonniers palestiniens

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



AÏN FAKROUN
**Deux individus
condamnés
à 15 ans de
prison pour
agression** P. 4

Suite à la menace de mort contre Marwan Barghouti

Appel à protéger les prisonniers palestiniens

Vendredi 678^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et plus de 5 mois (166 jours) de siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 420 victimes lors des précédentes 24h (jeudi), dont 51 martyrs et 369 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, soit au total 61.827 martyrs et 155.275 blessés, depuis le 7 octobre 2023. Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, s'élève quant à lui à 10.300 martyrs et 43.234 blessés.

En outre, l'armée d'occupation et les agents de la fondation américaine «GHF» ont tué 17 Palestiniens et blessé 250 autres dans les «centres d'aide» israélo-américains, durant les précédentes 24 heures, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 1.898 martyrs et 14.113 blessés.

Par ailleurs, le ministère a fait état du décès d'une fillette affamée, ce qui porte le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël et soutenue par les Etats-Unis, à 240 martyrs, dont 107 enfants.

Le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme (OCHA) a appelé vendredi l'entité sioniste à «cesser immédiatement» ses attaques contre les personnes qui sécurisent les quelques camions d'aide humanitaire autorisée à entrer à Ghaza.

«Nous appelons les forces israéliennes à cesser immédiatement leurs attaques contre les personnes qui protègent les acheminements de l'aide humanitaire, et à respecter ses obligations internationales afin de faciliter l'entrée de cette aide», indique un communiqué de l'OCHA qui souligne que l'agression israélienne a «largement contribué à la famine qui sévit parmi les civils à Ghaza».

«Les attaques israéliennes contre ceux qui acheminent l'aide humanitaire sont délibérées et répétées, exacerbant la famine», indiquant que «tous ces crimes doivent faire l'objet d'enquêtes urgentes et indépendantes», et que leurs auteurs «doivent être traduits en justice».

De son côté, l'organisation Oxfam a déclaré que Israël utilise les mesures d'interdiction des ONG humanitaires comme une arme pour les décourager d'aller à Ghaza. Dans une déclaration à Al Jazeera, Chris McIntosh, porte-parole d'Oxfam, affirmé que l'organisation est «confrontée à de nombreux obstacles dans la bande de Ghaza, notamment les bombardements incessants et les drones», en plus du fait que l'occupation «retarde délibérément l'autorisation de faire entrer l'aide humanitaire».

«Israël nous empêche d'importer des

générateurs électriques sous prétexte de sécurité. Israël utilise les méthodes d'interdiction comme une arme pour nous décourager de venir en aide à la population de Ghaza», a-t-il ajouté.

MARWAN BARGHOUTI MENACÉ DE MORT DANS SA CELLULE

Le criminel ministre de la Sécurité Ben Gvir du gouvernement du génocidaire Netanyahu a diffusé, jeudi, une vidéo dans laquelle il a proféré des menaces mort de contre le militant palestinien Marwan Barghouti. Âgé de 66 ans, Marwan Barghouti paraissait dix ans de plus sur la vidéo, et visiblement dans un état de santé très détérioré, en raison des conditions de détention inhumaines dans les geôles israéliennes dignes des nazis.

Arrêté en 2002 à Ramallah, après deux tentatives d'assassinat, Marwan Barghouti a été condamné, depuis, à cinq peines de prison à vie. Dans une réaction à cette vidéo, l'ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni, Hussam Zomlot, a qualifié le geste du criminel Ben Gvir de «lâche, visant à briser le moral d'un symbole national de la libération». «Le ministre israélien de la Sécurité a fait irruption dans la cellule d'isolement pour menacer le leader palestinien Marwan Barghouti, un geste lâche visant à briser le moral d'un symbole national de la libération. Ils ont échoué par le passé et échoueront toujours», écrit Zomlot sur sa page Facebook.

«Il s'agit là d'une nouvelle démonstration de l'impunité et des pratiques inhumaines d'Israël : torture, mauvais traitements et détention de milliers de Palestiniens - y compris des enfants - sans inculpation ni procès», rappelle Hussam Zomlot. L'ambassadeur de la Palestine au Royaume-Uni a également appelé le monde entier à «protéger Marwan et garantir la liberté de tous les détenus palestiniens».

De son côté, le Mouvement Hamas a qualifié l'attaque contre Barghouti d'acte de lâcheté qui révèle le fascisme et l'hostilité de l'occupation à toutes les valeurs humaines». «Cet acte criminel grave n'entamera en rien la détermination et la résilience du combattant de la liberté Marwan Barghouti. Au contraire, il renforcera sa détermination à poursuivre son combat légitime pour la liberté et la dignité de son peuple, et consolidera l'unité du mouvement des prisonniers face aux politiques de répression et aux abus systématiques pratiqués par l'administration pénitentiaire de l'occupation», lit-on dans le communiqué du Hamas publié vendredi.

Le Hamas rappelle que le «comportement criminel» de Ben Gvir «s'inscrit dans le prolongement des crimes de guerre commis à la prison de Sde Teiman, où d'horribles violations ont été commises contre des prisonniers, notamment des médecins, des infirmiers et des journalistes» Le Mouvement a également appelé «les Nations Unies, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et les peuples libres du monde à prendre des mesures urgentes pour assurer la protection des prisonniers, mettre fin aux politiques d'oppression systématique et traduire en justice les dirigeants de l'occupation pour leurs crimes».

Mobilisation des compétences dans l'industrie automobile Les inscriptions prolongées jusqu'au 21 août

Le ministère de l'Industrie a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prolongation, jusqu'au 21 août 2025, des inscriptions à la campagne nationale de mobilisation des compétences algériennes dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange, et ce, suite au grand engouement suscité par la démarche. Cette prolongation vise à permettre à tous les experts algériens, à l'intérieur du pays et à l'étranger, de parti-

ciper à ce projet stratégique, précise le ministère. Après avoir remercié les experts, ingénieurs et techniciens qui se sont inscrits, le ministère a invité les compétences qualifiées qui ne l'ont pas encore fait à s'inscrire durant la période de prolongation via la plateforme numérique dédiée à l'opération : <https://www.industrie.gov.dz/plateforme-a>.

Pour rappel, sous le slogan «Avec des compétences algériennes, nous construisons une

véritable industrie mécanique», le ministère avait lancé cette campagne en vue de contribuer à la création d'un conseil d'expertises nationales dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange, qui sera chargé d'élaborer le référentiel national en matière d'intégration industrielle, comme cadre de référence définissant les bases techniques et réglementaires pour un écosystème industriel performant et intégré.

ANALYSE

Laala Bechetoula

Noëlle Lenoir et la tentation du mépris

Sur le plateau de CNews, l'ancienne ministre Noëlle Lenoir a lâché cette phrase glaçante : «Des millions d'Algériens... peuvent sortir un couteau dans le métro ou fonder dans une foule en voiture».

Face au tollé, elle corrigea du bout des lèvres : «Je voulais dire des milliers», tout en assumant le fond. Mais le mal était fait.

Et surtout, cette sortie ne relève pas du simple «dérapage» : elle est le fruit d'un discours mûri, inscrit dans une longue tradition politique où l'Algérie et ses ressortissants servent de punching-ball rhétorique.

Noëlle Lenoir, ex-membre du Conseil constitutionnel, n'en est pas à son premier coup d'essai :

Janvier 2025 : elle accuse l'Algérie de «nourrir le ressentiment anti-français» et de manipuler sa diaspora.

Avril 2025 : elle dénonce «la faiblesse» de Paris face aux exigences algériennes, en plaçant pour une ligne plus dure.

Juillet 2025 : elle compare la gouvernance algérienne à des «réflexes stalinistes».

L'affaire CNews n'est donc qu'un chapitre de plus dans une narration politique où l'Algérien est réduit à une entité collective, homogène, et presque toujours menaçante.

Ce qui choque davantage, c'est que ce type de propos n'émane pas d'une figure marginale de l'extrême-droite, mais d'une personnalité issue de la «droite républicaine».

Depuis plusieurs années, cette frange de l'échiquier politique — Bruno Retailleau, Éric Ciotti, Valérie Pécresse — rivalise de sévérité verbale envers Alger, souvent au prix d'approximations grossières et d'amalgames incendiaires.

Il s'agit moins d'un débat argumenté que d'un concours de virilité rhétorique. Dans ce jeu, l'Algérie devient l'exutoire idéal : ancienne colonie, partenaire complexe, mémoire encore brûlante... et bouc émissaire politiquement rentable.

Ironie de l'actualité : Marine Le Pen, longtemps incarnation d'un discours frontal et décomplexé sur l'immigration, adopte désormais un ton plus mesuré que certains ténors «républicains» sur l'Algérie.

Rien de philanthropique là-dedans : il s'agit de stratégie. En se tenant à distance des insultes directes, elle occupe l'es-

pace de la «raisonnable fermeté», laissant à d'autres le soin de paraître excessifs.

Heureusement, tout n'est pas livré au mépris.

Ségolène Royal prône un dialogue lucide, sans nostalgie coloniale, estimant que «la réconciliation passe par la vérité et le respect mutuel».

Dominique de Villepin défend une diplomatie de coopération et de dignité, rappelant que «l'Algérie est un État souverain, pas un élève turbulent».

Jean-Luc Mélenchon exige de rompre avec la posture paternaliste et d'instaurer un traitement d'égal à égal.

Ces voix, isolées mais fermes, montrent qu'il est possible de parler de l'Algérie autrement que dans l'invective.

Le problème, c'est que chaque sortie comme celle de Noëlle Lenoir réactive les blessures non cicatrisées de la colonisation.

Côté français, certains continuent à aborder l'Algérie comme un «territoire» à remettre dans le rang.

Côté algérien, chaque insulte publique venant de Paris ravive le soupçon que la France officielle n'a jamais tourné la page.

Ce jeu malsain entretient un climat fragile où, d'un côté, les coopérations économiques et culturelles progressent à petits pas, et où, de l'autre, les polémiques avancent à grandes enjambées.

L'affaire Noëlle Lenoir est bien plus qu'un accident médiatique. Elle illustre : 1. La banalisation du discours d'exclusion dans une partie de la droite française.

2. Le recyclage d'un imaginaire colonial pour marquer des points dans la compétition politique interne.

3. Le risque d'érosion des relations bilatérales, au détriment des peuples des deux rives.

Entre l'invective et la complaisance, il existe un ton juste : parler franc, mais avec respect.

Les peuples, eux, l'ont déjà compris. Entre Alger et Marseille, entre Oran et Paris, la vie continue, les familles se mêlent, les projets communs fleurissent.

Ce sont les élites politiques qui semblent rester prisonnières d'un autre siècle.

Et si, finalement, la véritable modernité politique consistait à considérer l'Algérie comme ce qu'elle est déjà : un partenaire incontournable, et non un adversaire fantasmé ?

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Médicaments anticancéreux La PCH dément toute pénurie

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) a démenti, à travers un communiqué rendu public, l'existence d'une quelconque pénurie de médicaments anticancéreux et de médicaments hospitaliers.

M. Aziza

Un démenti qui intervient en réponse à des informations relayées récemment sur certains réseaux sociaux. La PCH affirme que les anticancéreux sont disponibles avec la garantie de l'accès au traitement pour chaque patient en temps voulu et sans interruption. Elle a même souligné que le taux de disponibilité de ces médicaments vitaux dépasse les 93% au niveau national, tout en assurant l'approvisionnement continu et suffisant afin de couvrir les besoins de l'ensemble des établissements hospitaliers. La PCH a également affirmé qu'elle a consacré «le plus grand budget de son histoire à l'acquisition de médicaments, particulièrement les anticancéreux, soit un montant de 84 milliards de DA. Sans oublier le montant restant de son budget destiné à la couverture de tous les besoins médicaux des hôpitaux, conformément aux directives du ministère de la Santé, et ce, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action pour le malade (PAM)», selon le ledit communiqué. Et de préciser qu'«une grande partie de ce budget record est dédiée à l'acquisition de médicaments innovants et de qualité supérieure, permettant aux patients de bénéficier de protocoles thérapeutiques internationaux de pointe, afin d'améliorer la prise en charge sanitaire et d'être au diapason des normes médicales internationales».

La PCH souligne que «certains médicaments, locaux ou importés, pouvant enregistrer une pénurie au cours de cette année,

font l'objet de suivi et de mesures pratiques pour assurer des substituts, et qu'elle veille à s'acquitter de son rôle conformément aux lois. Les responsables de la PCH ont affirmé qu'une plate forme numérique reliant tous les hôpitaux permet de connaître et d'évaluer les stocks en temps réel.

Au-delà de la gestion des stocks des anticancéreux, de leur importation, de leur approvisionnement et de leur distribution, l'Etat a orienté, durant ces dernières années, ses investissements dans la production locale des anticancéreux. Cette démarche ambitieuse permet non seulement de réduire la facture des importations de médicaments coûteux, mais assure aussi la disponibilité des médicaments anticancéreux en réduisant, d'une façon permanente, les ruptures ou les tensions.

Le Groupe Saidal a conclu un partenariat stratégique dans le domaine avec des groupes étrangers. Et s'est déjà lancé dans la production locale du «pembrolizumabSaidal». L'entreprise publique œuvre également pour développer d'autres médicaments anticancéreux, qui viendront s'ajouter aux 24 médicaments déjà disponibles. Sans parler de 6 nouveaux projets dans le domaine qui seront lancés par Saidal. Le Groupe a même annoncé la réalisation prochaine d'un projet de production de la matière première destinée à la fabrication de traitements d'oncologie, au niveau de la wilaya de Sétif. A noter en outre, que même des Laboratoires privés se sont lancés dans cette aventure.

Tribunal de Bir Mourad Raïs Sept mandats de dépôt pour escroquerie

Le juge d'instruction près le Tribunal de Bir Mourad Raïs a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire de sept (7) individus pour délit d'escroquerie et d'usurpation de titre attaché à une profession réglementée, indique un communiqué du procureur de la République près le même tribunal.

"Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Raïs informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'escroquerie envers les citoyens et d'usurpation de fonctions civiles et militaires, et suite à une plainte déposée par le nommé (B.M.S), qui a été arnaqué par un groupe d'individus s'étant fait passé pour des personnes influentes, en relation avec de hauts cadres du ministère de l'Energie, dans le but de lui faciliter l'obtention d'une

autorisation pour la réalisation d'une station-service à In Guezam, en contrepartie de sommes d'argent conséquentes, une enquête a été ouverte, d'où l'arrestation d'un groupe d'individus répondant aux initiales: (M.A), (M.A.D), (Z.K), (H.M), (Z.M), (A.Y) et (S.N)", précise le communiqué.

"Après avoir présenté les mis en cause devant le parquet de la République en date du 14 août 2025, une information judiciaire a été ouverte à leur encontre pour délit d'escroquerie et d'usurpation d'un titre attaché à une profession réglementée, conformément aux articles 372 du Code pénal et 64 de la loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux", ajoute la même source.

Après avoir été auditionnés, le juge d'instruction "a ordonné le placement en détention provisoire des mis en cause", conclut le communiqué.

Concours d'accès à la formation d'aide-soignant de la santé publique Les délais d'inscription prolongés au 20 septembre

Le ministère de la Santé a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prolongation au 20 septembre prochain des délais d'inscription au concours sur épreuves pour l'accès à la formation d'aide-soignant de la santé publique au titre de l'année 2025. «Dans le cadre des inscriptions au

concours sur épreuves pour l'accès à la formation d'aide-soignant, de la santé publique au titre de l'année 2025, dédié aux détenteurs du niveau de 3e année secondaire, non titulaires du Baccalauréat, sur la plateforme numérique du ministère de la Santé via le lien: https://

formation.sante.gov.dz et vu que les établissements scolaires sont en vacances jusqu'au 7 septembre 2025, la direction de la formation au ministère de la Santé annonce la prolongation des délais d'inscription au 20 septembre 2025 au lieu du 28 août 2025".

Hadj Les agences de voyages invitées à retirer le cahier des charges

L'ensemble des agences de tourisme et de voyages souhaitant se porter candidates à l'organisation du hadj pour la saison 1447h/2026, sont invitées à s'inscrire et à retirer le cahier des charges à partir de jeudi via le portail électronique +Bawabetel-hadj+, a annoncé, dans un commu-

niqué, l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO).

Les agences intéressées peuvent s'inscrire et retirer le cahier des charges de cette opération via le portail algérien du hadj: https://bawabetelhadj.dz et le site officiel de l'ONPO :https://onpo.dz, précise l'Of-

fice. Le dossier de candidature doit être déposé en main propre auprès de l'ONPO, contre le versement d'un montant de 5.000 DA, ajoute la même source.

Le dernier délai pour la réception des dossiers de candidature est fixé au 24 août 2025 à midi.



Une plaque commémorative à la mémoire du défunt moudjahid Tayeb Boulahrouf a été inaugurée, dernièrement à Rome (Italie), à l'occasion de la visite officielle qu'effectuait le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans ce pays. Tayeb Boulahrouf, moudjahid, a été le représentant du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) à Rome et a participé aux négociations des accords d'Evian.

Auparavant, mettant à profit sa visite en Tunisie, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines avait présidé la cérémonie de dévoilement d'une plaque commémorative au siège du consulat général d'Algérie à Tunis, qui avait abrité les bureaux du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) du GPRA.

On a noté, aussi, qu'en France même, au niveau de municipalités progressistes, certaines de nos personnalités culturelles (décédées) tout particulièrement ou certains événements liés à la guerre de libération nationale ont vu leur nom ou les faits gravés dans le marbre. Voilà qui, bien sûr, n'a pas plu aux racistes, aux rancuniers et aux Algérophobes qui ne veulent admettre aucune reconnaissance -même par le bas- des méfaits de la colonisation.

Tout cela nous amène à repenser la problématique de l'entretien de la mémoire (multisectorielle) du pays. Ailleurs, c'est tout là l'affaire de notre diplomatie et des diasporas. Ici, c'est surtout et avant tout l'affaire des institutions directement concernées (Intérieur, Moudjahidine, Culture, Communication, Sports...), des municipalités et de la société civile à travers les associations. Il ne s'agira point d'ériger des statues ou de grands monuments (le niveau de l'art de la sculpture nationale étant encore peu élevé, et coûteux et les «fous de Dieu» et les moralistes toujours là, encore et/ou toujours nombreux, avec leur marteau «rédempteur». Cf : la statue de Aïn Fouara défigurée, encore une fois, une fois de trop, mardi 29 juillet, toujours, nous dit-on, par le même «allumé» (par qui?) en état d'ébriété), mais surtout de réveiller et d'entretenir les mémoires partout il le faut. A condition que l'on respecte les règles de l'esthétique et grammaticales (que ce soit en arabe, en anglais, en français ou en tamazigh, la pluralité des langues étant nécessaire, le pays recevant de plus en plus de touristes étrangers).

A condition que les informations inscrites soient correctes. Tout ceci à travers de simples plaques commémoratives : ici a vécu... ici est décédé... ici et tombé(e) en martyr(e)... ici a été assassiné (e)... ici a étudié... ici a travaillé... ici a découvert... ici a eu lieu... ici... ici...

L'HISTOIRE ...EN PLAQUES

Des plaques qu'il faudra, bien sûr, surveiller de très près, de restaurer, d'entretenir régulièrement et avec amour, et de protéger (comme pour tous les monuments, ceux datant

des époques coloniales y compris) afin que nul n'ignore, que nul n'oublie -surtout notre descendance -que ce pays a eu certes un immense passé, avec ses héros et ses chouchada mais aussi ses écrivaine(e)s, ses journalistes, ses philosophes, ses économistes, ses sociologues, ses bâtisseurs, ses enseignant(e)s, ses hommes et femmes de sciences, ses hommes et femmes politiques, ses militaires, ses policiers, ses soldats du feu, etc. Toutes et tous, héroïnes et héros du développement.

Quelques citations. Extraites du « Dictionnaire des citations algériennes », A-D B, Ed. El Qobia, Alger)

- L'urgence de fixer la mémoire passe inévitablement par l'urgence de mémoriser les actes, d'immortaliser les acteurs (Mansour Abrous, « Les Artistes algériens. Dictionnaire biographique, 1917-1999 » © Casbah Editions, Alger 2002).

- Ce pays n'a pas de mémoire et il détruit sans hésiter ce qu'il produit de plus beau (Waciny Laredj, « Les balcons de la mer du Nord ». Roman © Editions Alpha, Alger 2010)

-Avec les ruines préhistoriques et antiques qui disparaissent, les monuments historiques qui tombent en ruine, les vieilles mémoires qui s'«alzeimérisent» et les corps qui dépérissent ou disparaissent, on n'aura plus, dans nos oueds, déjà souvent assez desséchés, que des pierres sans histoires (Ahcène Djaballah Belkacem, « L'histoire « en panne ». Chronique © Le Quotidien d'Oran, 26 janvier 2012)

- Ce pays est grand par son histoire, mais tristement petit par sa mémoire. Il cherche sa voie et risque de mettre des siècles à la trouver (Akouche Karim, « Allah au pays des enfants perdus ». Roman © Editions Frantz Fanon, Tizi Ouzou 2016)

- Il faut que la mémoire reste vive. Il faut sortir de l'oralité. Avec l'oralité, on peut faire tout ce qu'on veut, y compris les choses les plus négatives à même de détruire les sociétés (Noureddine Saoudi, musicien et chanteur, directeur de l'Opéra d'Alger, « Rachid Saouli, la disparition d'un savoir ». Entretien © El Watan Week-end, Alger vendredi 6 octobre 2017)

-Sur cette terre immémoriale d'Algérie, la mémoire fait le Ramadhan culturel et le carême historique perpétuels (Noureddine Khelassi, journaliste. Chronique © Le Soir d'Algérie, mardi 2 novembre 2021)

-C'est quand il perd la mémoire qu'un peuple disparaît ou s'exclut de l'Histoire. Il ne sait plus qui il est. Il ignore ce qu'il était. Il se retrouve incapable de dire ce qu'il veut (Tayeb Kennouche, « Des humeurs d'écriture ». Essais© Editions El Qobia, Alger 2024).

Selon le DG des forêts 390 incendies enregistrés depuis début mai

A.Z.

Face aux risques des feux de forêt et d'incendies touchant les récoltes, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a réitéré son appel aux citoyens « à faire preuve de conscience et à suivre les consignes préventives » afin d'éviter le pire en cette période marquée par des températures élevées et un terrain propice à la propagation du feu. A travers un communiqué publié jeudi, le ministère a souligné l'importance de «faire preuve de conscience, de suivre les consignes de prévention et de collaborer avec les autorités compétentes, en signalant immédiatement toute urgence via les numéros 10-21 et 10-70». Ces consignes de prévention interviennent dans un contexte marqué par «une hausse des températures, ce qui augmente le risque d'incendies, considérés comme véritable menace pour les vies, les biens et les ressources naturelles et agricoles», soulignent la même source.

Pour sa part, le Directeur général des forêts (DGF), Djamel Touahria, a dressé un bilan de la situation globale des incendies à travers toutes les régions du pays, affirmant dans ce sillage que la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêt avançait à bonne allure, notamment grâce aux ressources humaines et matérielles mobilisées à cet effet. Pas moins de 390 incendies ont été enregistrés depuis début mai au niveau national, et ils ont été totalement circonscrits, a révélé M. Touahria dans un entretien accordé à l'APS. Dans le détail, il a précisé que ces incendies

ont touché 1.789 hectares, principalement des terrains appartenant à des particuliers, un chiffre en baisse par rapport à la même période de 2024, lors de laquelle 1.950 hectares ravagés par les feux ont été recensés, dont environ 630 hectares de forêts et 150 hectares d'arbres fruitiers, tandis que le reste est composé de taillis et de buissons, a indiqué le directeur général. Notant que la plus grande superficie ravagée par le feu a été enregistrée à Djaafra dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, soit 705 hectares, selon M. Touahria, qui a souligné que cet incendie a été maîtrisé, malgré le relief accidenté et la densité de la forêt concernée qui s'étend sur 34.000 hectares. M. Touahria a considéré que ce bilan est «très positif» comparativement aux pays du bassin méditerranéen, à l'instar de l'Espagne, de la France, de la Turquie et de la Syrie qui ont enregistré en cette saison estivale d'importants dégâts suite aux incendies.

L'extinction totale et rapide des incendies recensés a été possible grâce aux moyens humains et matériels mobilisés à cet effet, dont les drones, souligne le directeur général qui a salué, par là même, la contribution des établissements d'enseignement supérieur et des start-up au développement de systèmes innovants d'alerte précoce aux incendies, dont le système conçu au Centre de développement des technologies avancées (CDTA) à Médéa, comprenant un appareil émetteur à impulsions lumineuses qui scanne l'horizon via un système rotatif, permettant de détecter à distance la fumée d'un potentiel foyer d'incendie. A cela s'ajoute un système déve-

loppé par une start-up constitué de caméras de surveillance, à même de fournir toutes les données nécessaires dès le départ de feu et permettre sa géolocalisation.

Dans le cadre de la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêt, 6.000 agents ont été mobilisés, outre la fourniture de véhicules d'intervention rapide, l'ouverture de pistes et de tranchées pare-feu (des tours de contrôle) et la réalisation de plusieurs bassins d'eau au niveau des forêts, permettant ainsi une intervention immédiate afin d'éteindre les incendies et de juguler leurs effets. Concernant l'opération de réhabilitation et d'extension du Barage Vert, le directeur général a révélé que la surface boisée avait dépassé les 25.200 hectares, sur une superficie programmée à l'horizon 2030 estimée à 400.000 hectares. Outre le reboisement, l'opération comprend d'autres programmes consistant à lutter contre l'ensablement par la plantation, à travers des techniques modernes, à fixer les dunes de sable et à créer des pépinières dans les wilayas concernées. Un programme spécial a été mis en place pour étendre les superficies consacrées au chêne-liège et les protéger en vue d'augmenter le volume de production et de restituer à l'Algérie sa place de leader dans cette filière au niveau de la région de la Méditerranée. Il est prévu également de consacrer des superficies de 2.000 hectares à la plantation de caroubiers et d'autres espèces, dans le cadre de la sylviculture industrielle, y compris l'industrie du bois, qui joue un rôle d'importance dans l'économie du pays.

Un autre réseau démantelé à Chlef Plus de 1,8 million d'euros en fausse monnaie saisis

Les services de Sûreté de la wilaya de Chlef ont procédé, au cours de la semaine écoulée, au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la falsification de devises et leur mise en circulation, et à la saisie de plus de 1,8 million d'euros contrefaits, indique, jeudi, un communiqué des services de la Sûreté nationale.

"Dans le cadre de la poursuite de ses efforts opérationnels visant à protéger l'économie nationale, la Brigade mobile de la Police judiciaire de la wilaya de Chlef a réussi, au cours de la semaine dernière, à démanteler un réseau criminel composé de 5 individus, spécialisé dans la falsification de devises étrangères et leur mise en circulation à travers plusieurs wilayas du

pays", précise la même source. L'opération s'est soldée par la saisie de plus de 1,8 million d'euros contrefaits ainsi que de deux (2) véhicules touristiques utilisés dans ses activités criminelles", lit-on dans le communiqué.

La même source a indiqué que cette opération de qualité, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, est intervenue suite aux "investigations de terrain approfondies effectuées par les enquêteurs de la Brigade, appuyées par des recherches techniques élargies, ayant permis de mettre au jour le mode opératoire criminel des individus de ce réseau, qui tentaient de mettre en circulation des sommes importantes de monnaie contrefaite.

Outre la saisie des sommes contrefaites ainsi que des outils et équipements techniques utilisés pour la falsification, les suspects ont été identifiés et arrêtés.

En date du 13 août courant, les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef, selon la même source, qui rappelle que les mêmes services de sécurité avaient, fin juillet dernier, saisi plus de 1,4 million d'euros contrefaits.

Ainsi, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les citoyens à "faire preuve de vigilance et de prudence face aux tentatives de mise en circulation de certains billets de devises étrangères falsifiés sur le marché parallèle".

Aïn Fakroun Deux individus condamnés à 15 ans de prison pour agression

Le tribunal d'Aïn Fakroun (Oum El Bouaghi) a prononcé, jeudi, une peine de 15 ans d'emprisonnement, assortie d'une amende d'un million de dinars à l'encontre des deux individus accusés d'agression et de vol contre un citoyen à Aïn Fakroun, a appris l'APS du parquet général près la cour d'Oum

El Bouaghi. Le ministère public avait requis une peine de 20 ans de prison, assortie d'une amende de 2 millions de dinars, a affirmé dans une déclaration à l'APS, le procureur général adjoint, Larbi Belghit. S'agissant du 3ème prévenu dans cette affaire, un mineur, le dossier le concernant se trouve au ni-

veau du juge des mineurs pour complètement d'enquête, selon la même source. Les trois individus, âgés entre 17 et 19 ans, avaient été placés, mardi, en détention préventive pour violences suivies de vol sur un citoyen d'Aïn Fakroun après qu'une vidéo montrant l'agression a été diffusée sur les réseaux sociaux.

Tipasa Agression contre des estivants, 3 individus écroués

Le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa a émis un mandat de dépôt à l'encontre des trois accusés présents lors de l'agression, par un groupe de personnes à bord d'une embarcation, contre des estivants sur la plage de la résidence située à El-Beldj, wilaya de Tipasa, a indiqué un communiqué rendu public, jeudi, par la Cour de Tipasa.

Le communiqué a précisé que "Conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 03, du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Tipasa informe l'opinion publique que, suite

à la diffusion d'une vidéo montrant un groupe de personnes à bord d'une embarcation en train d'agresser des estivants sur la plage de la résidence d'El-Beldj (Tipasa), les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Tipasa ont identifié les suspects résidant dans le même quartier, auteurs d'une agression physique contre des familles, créant ainsi peur et panique parmi les estivants et mettant leur vie en danger". L'enquête a permis l'arrestation de trois (3) personnes, au moment ou deux (2) autres sont en fuite, selon la même source.

Après présentation des mis en cause

devant la justice, les dénommés B.A.M, M.A.B, M.A.R, M.A et M.A.M, ont été poursuivis pour "constitution d'une bande de quartier dans le but de créer un climat d'insécurité dans un espace public par agression morale et physique contre autrui et mise en danger de leur vie", "coups et blessures volontaires avec usage d'une arme", et "port d'armes de 6e catégorie sans justification légale", a souligné le même communiqué.

La même source indique qu'un mandat de dépôt a été délivré à l'encontre des prévenus présents, après leur interrogatoire par le juge d'instruction.

Intégration de la presse électronique comme mécanisme de publicité Professionnels et syndicats saluent la décision du président de la République

Plusieurs professionnels de la presse électronique et des organisations syndicales actives dans le secteur de la communication ont salué l'entrée en vigueur de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'intégration de la presse électronique agréée comme mécanisme de publicité des marchés publics, la qualifiant d'«acquis stratégique incarnant sa vision éclairée quant au rôle de la presse électronique au service de la société et de la patrie».

Dans ce cadre, le directeur du site Sabq Press, M. Mohamed Rabah, a salué la concrétisation par le président de la République de l'ensemble de ses engagements envers la corporation médiatique, particulièrement les professionnels de la presse électronique, et ce, a-t-il dit, «depuis son premier discours à la Nation, en 2019, lorsqu'il mit en exergue l'importance de la presse électronique, avant de promulguer, quelques mois plus tard, un décret fixant les modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne, puis, en 2023, la loi relative à la presse électronique». Selon lui, l'entrée en vigueur de la décision relative à la publicité «vient parachever le processus engagé par les pouvoirs publics pour encadrer le travail de la presse électronique dans le pays».

En application de cette décision et après l'amendement de la loi sur les marchés publics, l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) a entamé la répartition des annonces au profit de la presse électronique, a-t-il fait savoir, soulignant que «cette démarche, qui consacre le principe de soutien indirect à la presse, permettra aux éditeurs d'accéder à un financement transparent, grâce auquel ils pourront développer leurs entreprises, améliorer la qualité du contenu et optimiser les performances de la presse électronique, sans omettre l'aspect social». De son côté, le directeur général du site Dzair Tube, M. Maamar Gani, a salué l'appui constant du président de la République à la presse électronique, qu'il a placée, a-t-il dit, «au cœur des réformes globales dans le secteur de l'information, amorcées par une révision complète des cadres juridiques et leur adaptation aux standards internationaux». Des réformes ayant abouti à «une loi organique historique sur l'information, représentant un apport majeur pour la stratégie nationale de communication», a-t-il ajouté. Il a également souligné l'importance de la mise en œuvre de la décision relative à la publicité, qui a vocation, a-t-il dit, à «renforcer les normes de transparence», estimant que «le soutien financier vital apporté à la presse électronique algérienne, lui permettra de mieux répondre à ses besoins logistiques et opérationnels, d'améliorer les conditions de travail de ses employés, de rehausser la qualité de son contenu et de renforcer sa capacité à présenter la véritable image de l'Algérie et à contrer les campagnes médiatiques tendancieuses contre notre pays».

Abondant dans ce sens, le journal électronique Shihab Presse a estimé que «le paysage médiatique en Algérie connaît, depuis l'accession de Monsieur Abdelmadjid Tebboune à la Présidence de la République, une transformation qualitative, renforcée par sa décision historique en faveur de la presse électronique, laquelle au-delà de l'accès à un financement

transparent, vient consacrer la place des sites d'information en ligne en tant qu'acteurs essentiels au service de l'intérêt général».

Cette décision, ajoute le journal, est de nature à «renforcer la place de la presse électronique comme première ligne de défense face aux campagnes tendancieuses de désinformation», tout en lui offrant «l'opportunité de développer l'innovation et les contenus», faisant ainsi du média électronique «un levier du développement national et un vecteur de consécration sociétale».

Pour ce journal en ligne, cette décision historique «n'est pas un simple amendement de lois, mais le début d'une nouvelle étape redéfinissant le rôle des médias à l'ère du numérique et dotant ces derniers d'outils plus performants».

Plusieurs organisations syndicales ont, elles aussi, salué l'entrée en vigueur de la décision du président de la République. Parmi elles, l'Union nationale des journalistes et professionnels de l'information algériens (UNJIA), qui s'est dite fière et honorée de voir «cette décision présidentielle historique inédite» entrer en vigueur. Pour cette organisation, «il s'agit d'une démarche pionnière qui confirme, une fois de plus, l'intérêt majeur que porte le président de la République au secteur des médias nationaux et l'importance qu'il attache à la presse électronique».

«Cette étape charnière dans le processus de développement du système médiatique national incarne la vision politique claire et éclairée du président de la République, qui croit au rôle leader de la presse électronique au service de la société et de la patrie», a souligné l'UNJIA.

«Il s'agit d'un acquis stratégique longtemps attendu, qui permettra à la presse électronique d'être au cœur des grandes mutations que connaît l'Algérie nouvelle et à l'avant-garde du paysage médiatique», tout en reconnaissant sa valeur comme «moyen de communication influent capable de contrecarrer les campagnes tendancieuses et de contribuer à la conscientisation sociétale», a estimé l'UNJIA, appelant l'ensemble des acteurs du secteur à «adhérer avec responsabilité à ce processus de réforme pour des médias nationaux forts, indépendants et influents, au service de la vérité et de l'intérêt supérieur de la patrie».

De son côté, l'Organisation nationale des journalistes algériens (ONJA) a appelé la corporation médiatique nationale à «saisir cette opportunité historique en respectant les normes et l'éthique de la profession, en améliorant le contenu médiatique et en renforçant l'innovation», considérant que «la réussite de cette étape exige la conjugaison des efforts de tous les acteurs et la dynamisation du rôle des instances officielles et nationales de manière à assurer un environnement professionnel sain et performant».

Après avoir salué ce «bond qualitatif dans le processus de développement de la presse nationale à même de renforcer la place de la presse électronique, en tant que voix nationale responsable et vecteur de développement», l'ONJA a soutenu que cette décision du président de la République «reflète une volonté politique claire et une vision globale visant à renforcer la place de la presse électronique en la dotant des outils d'appui et de financement nécessaires à sa pérennité».

Pollution

Echec du traité plastique à Genève

Il n'y aura pas de traité contre la pollution plastique à Genève: dix jours de pourparlers diplomatiques tendus se sont terminés vendredi à l'aube par un constat d'échec cuisant pour l'environnement et la diplomatie.

Le représentant de la Norvège, co-président d'un groupe de pays qui défendait un traité de «haute ambition» pour protéger l'environnement et la santé humaine face au danger grandissant de la pollution plastique, l'a annoncé en ouverture d'une réunion plénière des 185 gouvernements: «nous n'aurons pas de traité sur la pollution plastique ici à Genève».

Le président des négociations, l'Equatorien Luis Vayas Valdivieso avait présenté en 24 heures deux versions différentes d'une proposition de compromis, dont le dernier dans la nuit du 14 au 15 août dans une ambiance fiévreuse et inquiète.

Mais les chefs de délégation réunis en session exceptionnelle à l'aube n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur cette dernière version en dépit d'une sensible évolution dans la formulation.

Ce texte, qui comportait encore plus d'une centaine de points à clarifier, constituait une «base acceptable de négociation», avaient in-



diqué deux sources gouvernementales distinctes interrogées par l'AFP juste après la mise en ligne du texte sur le site onusien des négociations.

En séance, il n'a pas fait consensus, comme l'ont signalé les représentants de l'Arabie Saoudite, de l'Inde et de l'Uruguay.

MULTILATÉRALISME AFFAIBLI

A ce titre, certains membres ont demandé que les textes non retenus ne soient pas joints à une pro-

chaine session de négociations.

La Commissaire européenne à l'Environnement Jessika Roswal a estimé en revanche que le travail mené représente une bonne base pour une reprise des négociations.

Beaucoup de délégués ont fait part de leur déception, la représentante de Fiji estimant que cet échec «affaiblit le multilatéralisme».

«Une poignée de pays, guidés par des intérêts financiers de court terme et non par la santé de leurs populations et la durabilité de leur économie, ont bloqué l'adoption d'un traité ambitieux contre la pol-

lution plastique», a regretté la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier Runacher, dans une déclaration.

Tout au long du processus une guerre de tranchées a en effet opposé deux camps qui semblent irréconciliables.

Les «ambitieux», dont l'Union européenne, le Canada, l'Australie, beaucoup de pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'îles, qui voulaient réduire la production mondiale de plastique et contrôler les molécules les plus préoccupantes pour la santé, afin de réduire la

pollution. En face, des pays essentiellement pétroliers qui refusent toute contrainte sur la production d'hydrocarbures à la base de l'industrie plastique et toute interdiction de molécules ou additifs dangereux. Ces pays ne supportaient pas que toute la négociation soit basée sur «toute la durée de vie» du plastique, c'est-à-dire depuis la substance dérivée du pétrole jusqu'à son état de déchet.

Ils ont mené une guerre de pilonnage pour obtenir le changement du «scope» ou de la portée du texte du traité, qui avait été fixée en 2022 lors de l'assemblée générale Environnement des Nations Unies.

La Chine, premier producteur mondial de plastique, avait au début des négociations signé des documents avec ce groupe, mais est restée relativement discrète durant tout le processus.

Sous l'œil des représentants des industries pétrochimiques présents dans les couloirs, les pays avaient déjà échoué une fois à produire un texte commun lors de la dernière séquence de négociations, à Busan en Corée du Sud fin 2024.

Le sujet est d'autant plus important que la planète a produit plus de plastique depuis 2000 que durant les 50 années précédentes, en majorité des produits à usage unique et des emballages. Et la tendance s'accroît: si rien n'est fait, la production actuelle, de quelque 450 millions de tonnes par an, devrait tripler d'ici 2060, selon les prévisions de l'OCDE. Moins de 10% est recyclé.

Détenus à «l'Alcatraz des alligators», en Floride Des migrants dénoncent une «torture»

«Je n'ai pas vu la lumière du soleil depuis 14 jours», témoigne Luis Gonzalez, un Cubain âgé de 25 ans détenu à «l'Alcatraz des alligators», nouveau centre de rétention pour immigrés clandestins construit en Floride par l'administration Trump.

Les journées sont interminables pour les détenus de ce centre situé dans les marécages hostiles des Everglades, dans le sud-est des Etats-Unis.

Les cellules, éclairées par des lampes allumées en permanence, sont dénuées de fenêtres. Ici, pas d'horloge ni de télévision qui pourrait indiquer l'heure. Pour les prisonniers, la notion du temps n'existe plus.

«Même un animal ne serait pas traité ainsi. C'est de la torture», raconte Luis Gonzales, joint par l'AFP au téléphone, depuis le centre. Ce centre de rétention, avec des lits superposés alignés, enfermés dans des cages grillagées, sous des pavillons de toile blanche, a été édifié à la vitesse de l'éclair sur les ruines d'un ancien aéroport et a ouvert début juillet. Quelque 3.000 places y sont prévues, selon la ministre de la Sécurité intérieure Kristi Noem.

La Maison Blanche et les autorités locales l'ont surnommé l'«Alcatraz des alligators», en référence à l'ancienne île-prison de San Francisco que Donald Trump compte rouvrir.

Mais le centre, devenu l'un des symboles de la politique migratoire du gouvernement de Donald Trump, a suscité la colère des associations environnementales - les Everglades étant une zone protégée - et des défenseurs des droits humains.

TRAITÉS «COMME DES MEURTRIERS»

Luis Gonzalez est arrivé aux Etats-Unis en



2022 et s'est installé en Floride. Il a été libéré par les autorités, le temps de l'examen de sa demande d'asile. Mais le mois dernier, son dossier a été rejeté. La police de l'immigration est venue l'arrêter. Il dit avoir été enchaîné pendant plus d'une journée dans un bus avec d'autres détenus, avant d'être conduit à l'«Alcatraz des alligators».

«Ils ne nous font jamais sortir des tentes. Et quand ils nous emmènent à la cantine, nous devons mettre les mains sur la tête comme si nous étions des meurtriers», raconte le jeune homme. Luis Gonzales partage une cellule avec une trentaine de personnes.

L'espace, qu'il qualifie de «poulailler», est entouré de barbelés et n'est que très rarement

nettoyé. Idem pour les trois toilettes partagées par les détenus. Il n'a reçu ni déodorant ni dentifrice et ne s'était pas douché depuis une semaine.

Les journées sont caniculaires, tandis que les nuits sont si fraîches que les couvertures fournies ne permettent pas aux détenus de se réchauffer. Des nuées de moustiques envahissent les cellules.

GRÈVE DE LA FAIM

Certains détenus ont également dénoncé le manque de soins médicaux.

Michael Borrego Fernandez, 35 ans, s'est plaint de douleurs, mais n'a été soigné que

lorsqu'il a commencé à saigner, selon ses avocats. Il a dû être hospitalisé et opéré d'urgence pour des hémorroïdes.

A son retour, il n'a pas reçu d'antibiotiques. Ses blessures se sont infectées et il a dû être hospitalisé de nouveau.

Marcos Puig, 31 ans, s'est lui rebellé contre les conditions de détention.

Joint par téléphone depuis un autre centre de Floride, où il se trouve actuellement, il raconte avoir cassé les toilettes de sa cellule avant une visite de hauts responsables, en signe de protestation.

Il aurait ensuite été roué de coups et laissé à genoux pendant 12 heures dans un espace sans caméras ni climatisation, avant d'être transféré ailleurs.

Un autre détenu, Rafael Collado, 63 ans, a dit à sa conjointe avoir tenté de se suicider à deux reprises et entamé une grève de la faim, lors d'une conversation téléphonique à laquelle l'AFP a assisté.

«COMPLÈTEMENT ILLÉGAL»

Des avocats et des activistes exigent la fermeture du centre de rétention des Everglades, qui fait l'objet de deux poursuites judiciaires. Une des deux plaintes estime que les détenus sont privés d'avocat et sont maintenus prisonniers sans inculpation.

«Il y a des gens qui sont là depuis leur arrivée et qui n'ont toujours pas vu de juge. (...) C'est complètement illégal», affirme Magdalena Cuprys, l'avocate de Luis Gonzalez.

Par ailleurs, deux associations environnementales ont mené une action en justice, estimant que le centre menace l'écosystème fragile des marécages alentours et a été construit sans études d'impact environnemental.

La semaine dernière, un juge fédérale a ordonné la suspension pendant 14 jours de toute nouvelle construction dans le centre pendant qu'elle examine l'affaire.

Algérie - Europe

Illusions géopolitiques et réalités stratégiques

Par Salah Lakoues

Or, le monde a changé. L'Algérie, avec sa doctrine de non-alignement, entend jouer sa carte dans un monde multipolaire. Elle ne se définit pas par son rapport à Paris, mais par sa capacité à défendre ses intérêts, dialoguer avec le Sud global et rester indépendante vis-à-vis des blocs en confrontation. Dans cette optique, les pressions européennes pour aligner Alger sur des politiques énergétiques ou sécuritaires, décidées à Bruxelles, apparaissent anachroniques.

C'est dans ce contexte qu'intervient le projet MindLink de la Commission européenne, lancé le 1^{er} août. Officiellement présenté comme une initiative de coopération numérique, il vise à connecter les systèmes d'information, de recherche et d'innovation entre l'UE et des partenaires extérieurs, avec l'argument de « moderniser les échanges et renforcer la résilience ». En réalité, MindLink s'inscrit dans la stratégie plus large de l'UE pour sécuriser ses approvisionnements en données, en énergie et en matières premières critiques, tout en influençant les choix technologiques et réglementaires des pays partenaires. L'Algérie, riche en ressources et dotée d'un potentiel numérique encore inexploité, est directement ciblée par ce type de projet, qui mêle diplomatie économique et soft power technologique.

Dans le domaine énergétique, l'exemple du gazoduc Nigeria-Algérie illustre parfaitement les limites des illusions européennes. Conçu comme un grand corridor gazier pour relier l'Afrique de l'Ouest au marché européen via le Sahara, ce projet apparaît aujourd'hui dépassé. D'abord par son coût astronomique, ensuite par l'insécurité persistante dans plusieurs zones de transit, et enfin par la trajectoire de décarbonation affichée par l'Europe, qui prévoit de réduire drastiquement sa consommation de gaz fossile à l'horizon 2030. Poursuivre un tel investissement relève davantage du symbole que de la stratégie réaliste, au moment où l'UE elle-même, met en place des mécanismes pour pénaliser les importations carbonées et financer les énergies renouvelables.

Face à ces évolutions, l'Algérie doit refuser d'être entraînée dans des partenariats qui enferment son économie dans des dépendances à court terme. La transition énergétique, la souveraineté numérique et la diversification de l'économie ne peuvent pas être de simples déclinaisons d'agendas européens. Elles doivent

Il est temps de rompre avec les narratifs simplistes qui encombrent les relations entre l'Algérie et l'Europe. Trop souvent, la classe politique européenne, et particulièrement française, se nourrit d'un imaginaire colonial figé dans le passé, refusant de reconnaître l'Algérie comme une nation souveraine à l'histoire millénaire. Cette posture ne relève pas seulement d'une inertie historique : elle est aussi un outil politique, entretenu pour servir des agendas intérieurs, détourner les débats sociaux et alimenter des réflexes identitaires.

s'ancrer dans une vision nationale qui articule sécurité, innovation et intégration africaine.

La relation Algérie-Europe ne peut se construire que sur un respect mutuel, débarrassé des vieux réflexes impériaux et des projets imposés depuis Bruxelles ou Paris. Le XXI^e siècle ne sera pas celui de la reconduction des schémas anciens, mais de l'invention de nouvelles alliances, fondées sur l'égalité et l'autonomie des choix.

L'AGÉRIE À L'HEURE DE SA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE : SOLAIRE, CHIMIE ET MEDLINK.

Face aux crises économiques, géopolitiques et climatiques de notre époque, l'Algérie doit changer de paradigme. Sortir du modèle archaïque de l'exportation brute d'hydrocarbures pour bâtir une souveraineté industrielle. Nous l'avons défini avec force* : nous détenons un privilège unique - l'or bleu (notre gaz) et l'or solaire (notre soleil). Ce privilège n'est réel que s'il est transformé en puissance industrielle et énergétique. Cette tribune montre comment les récents projets - photovoltaïque, pétrochimie et MedLink - concrétisent cette vision.

Transformer plutôt qu'exporter : placer la pétrochimie au cœur du projet national.

Le gaz brut ne suffit plus. Il faut le transformer : méthanol, ammoniac, plastique technique, engrais. Ce sont des produits à haute valeur ajoutée, capables de générer entre 6 et 10 fois la valeur du gaz exporté tel quel. L'implantation de complexes chimiques à Arzew, Skikda ou Hassi R'mel ne créerait pas seulement de la richesse : elle structurerait un tissu industriel, soustrairait l'Algérie à l'instabilité des cours mondiaux et consoliderait sa souveraineté économique.

LIBÉRER LE GAZ POUR L'INDUSTRIE : LE SOLAIRE COMME LEVIER STRATÉGIQUE

Notre désert est un atout : plus de 3000 heures d'ensoleillement par an. Chaque kilowatt solaire enraciné économise un mètre cube de gaz qu'on peut allouer à la pétrochimie. Il faut donc éclairer les pistes industrielles avec des panneaux, pas du gaz. C'est un arbitrage souverain : utiliser le soleil pour produire de l'électricité, et le gaz pour créer de la valeur.

DÉCHAÎNER LE POTENTIEL PRIVÉ : STRUCTURER UN MARCHÉ PHOTOVOLTAÏQUE DÉCENTRALISÉ.

Pour libérer vite le solaire, l'action publique doit créer les conditions du décollage : Un guichet unique pour les projets PV privés, centralisant autorisations et raccordements ;

Des contrats d'achat garantis (PPA) sur 15 ans, pour sécuriser les investissements ; Un marché décentralisé (centrales privées de 1 à 10 MW) connecté à Sonelgaz ; Des incitations fiscales, un accès facilité au foncier, des garanties de paiement ; Une mobilisation des financements internationaux (NBD-BRICS, BAD, BID) et des green bonds souverains ;

Le développement d'un écosystème local (PME, maintenance, production d'équipements, recherche adaptée au climat saharien) ;

Un comité national de suivi (Énergie, Finances, Sonelgaz, ANDER, privé) avec indicateurs de performance réguliers.

MEDLINK : LA PREUVE QUE NOTRE VISION DEVIENT RÉALITÉ

Le 1^{er} août 2025, la Commission euro-

péenne a officialisé le projet MedLink via le Connecting Europe Facility. Ce câble électrique sous-marin de haute technologie reliera l'Algérie à l'Italie via la Tunisie, avec une capacité de 2 GW (2 000 MW) et un débit de 28 TWh/an, soit près de 8% de la consommation italienne. Il accompagnera la production de 10 GW de renouvelables en Algérie et Tunisie, dont 4 GW exportés vers l'Italie. Les travaux débiteront en 2026 pour une mise en service prévue fin 2027.

MedLink n'est pas un simple câble. C'est un symbole et un levier stratégique : l'Algérie passe du rôle de fournisseur d'hydrocarbures à celui de fournisseur d'électricité verte à l'échelle régionale. Ce partenariat valide notre approche : produire propre, transformer localement, connecter stratégiquement. C'est aussi une reconnaissance de notre position comme acteur majeur dans le futur du Bassin méditerranéen.

UN PROJET NATIONAL STRUCTURANT... POUR NOS AMBITIONS

Ce modèle ne se résume pas à un plan sectoriel. Il dessine une Algérie moderne et souveraine :

Double souveraineté énergétique : gaz transformé + solaire industrialisé ; Inclusion du secteur privé dans le déploiement massif ;

Pétrochimie structurante créatrice d'emplois et de technologies ;

Interconnexion stratégique (via MedLink) avec l'Europe ;

Renforcement de la souveraineté nationale industrielle et énergétique.

L'URGENCE D'ALLER VITE

Le temps est compté. Le solaire, la chimie locale, les interconnexions stratégiques : tout cela avance à un rythme mondial effréné. L'Algérie peut et doit prendre sa place. Chaque jour perdu est une opportunité d'influence, de valeur ajoutée, d'emplois et de souveraineté qui s'éloigne. L'histoire nous regarde : nous avons le gaz, nous avons le soleil. Aujourd'hui, il est temps de les convertir en puissance. Ce n'est pas seulement une tribune technique. C'est un appel à l'action, un appel à l'audace nationale : pour faire de l'or bleu et de l'or solaire une force durable.

Enfances volées, traumatismes de guerre à Gaza, Cisjordanie et Soudan

Une mémoire que l'Algérie connaît trop bien

Par Oukaci Lounis*

Suite et fin

V. PARALLÈLE AVEC LES ENFANTS ALGÉRIENS PENDANT LA GUERRE DE LIBÉRATION

La guerre de libération algérienne (1954-1962) ne fut pas seulement un affrontement militaire, mais également un cataclysme psychologique pour des centaines de milliers d'enfants. Déplacements forcés, regroupements massifs imposés par l'armée coloniale, villages incendiés, perte brutale des parents, internements dans des camps et privations extrêmes ont marqué durablement la mémoire collective. Dans Les Damnés de la Terre, Frantz Fanon décrit avec acuité la situation de « l'enfant colonisé », dont l'univers est structuré par la violence, l'humiliation et la privation de dignité. Ces enfants, souvent exposés à des scènes de torture et de mort, ont grandi avec une perception altérée de la sécurité, de l'autorité et de la justice.

Les études contemporaines sur la transmission intergénérationnelle du traumatisme (Yehuda et al.) (2016, 2016) montrent que les séquelles d'un choc extrême ne se limitent pas à la génération directement touchée. Par des mécanismes épigénétiques, psychologiques et socioculturels, la mémoire traumatique se transmet aux enfants et aux petits-enfants, modifiant leurs représentations du monde et leur rapport

aux anciens oppresseurs. Dans le cas algérien, cette empreinte invisible a contribué à structurer une méfiance persistante, voire un ressentiment latent, vis-à-vis de la France, ex-puissance coloniale.

Cette mémoire blessée, jamais totalement apaisée par des gestes politiques ou symboliques suffisants, nourrit encore aujourd'hui les tensions diplomatiques et les malentendus récurrents. Les débats autour des excuses officielles, de la restitution des archives et des restes mortuaires, ou encore des discours politiques condescendants, trouvent une partie de leur intensité dans ce socle émotionnel hérité des violences coloniales. Ainsi, comprendre les traumatismes subis par les enfants pendant la guerre de libération n'est pas seulement un devoir historique : c'est une clé essentielle pour décrypter les crispations actuelles dans les relations algéro-françaises.

VI. L'EMPREINTE À VIE ET AU-DELÀ

Les traumatismes sévères, notamment lorsqu'ils ont vécu dans l'enfance, laissent des séquelles profondes qui dépassent largement le moment de l'événement. Les avancées récentes en neurobiologie et en épigénétique ont permis de mieux comprendre les mécanismes par lesquels ces expériences extrêmes s'inscrivent durablement dans l'organisme, influençant non seulement la vie de l'individu, mais aussi celle des générations suivantes.

1. Neurobiologie du traumatisme : Les si-

tuations de stress extrême - violences, déplacements forcés, perte des figures parentales - induisent une activation prolongée de l'axe hypothalamo-hypophyso-surrénalien (HHS), principal régulateur de la réponse au stress. Cette hyperactivation chronique provoque une libération soutenue de cortisol et d'adrénaline, perturbant la neurogenèse et la plasticité synaptique, particulièrement dans l'hippocampe, région clé pour la mémoire et l'apprentissage (McEwen, 2007). Chez l'enfant, dont le cerveau est en développement, ces altérations compromettent la maturation des circuits neuronaux impliqués dans la régulation émotionnelle et les fonctions exécutives.

Il en résulte une vulnérabilité accrue aux troubles anxieux, dépressifs, et aux difficultés d'adaptation sociale à l'âge adulte.

2. Conséquences sur l'apprentissage et la construction identitaire : Sur le plan psychopédagogique, un traumatisme précoce perturbe les capacités d'attention, la motivation et la mémorisation. Les enfants exposés à la violence prolongée présentent souvent une hypervigilance, un repli sur soi ou des comportements oppositionnels qui entravent leur réussite scolaire (Shonkoff et al., 2012).

Ces perturbations cognitives et affectives limitent également la capacité à élaborer et maintenir un projet de vie à long terme, générant une instabilité professionnelle et relationnelle. Dans un contexte collectif, comme celui de l'Algérie coloniale et post-colo-

niale, cela contribue à un déficit de confiance sociale et à la persistance de tensions intergénérationnelles.

3. Transmission épigénétique intergénérationnelle : au-delà des conséquences psychologiques et sociales, des recherches en épigénétique suggèrent que le traumatisme laisse une trace biologique transmissible. Les travaux de Bierhaus et al. (2018) et de Yehuda et al. (2016) montrent que l'exposition au stress extrême modifie l'expression de gènes liés à la régulation du cortisol et aux réponses inflammatoires, par le biais de méthylations ou d'autres modifications épigénétiques. Ces marques peuvent être transmises à la descendance, même en l'absence d'exposition directe au traumatisme, influençant ainsi la réactivité au stress et la vulnérabilité psychologique des générations suivantes. Ce phénomène contribue à expliquer pourquoi, dans les sociétés ayant subi un traumatisme collectif massif - comme l'Algérie pendant la guerre de libération -, les effets psychosociaux perdurent bien au-delà de la génération témoin.

VII. RÉPONSES ET PISTES D'ACTION

Les traumatismes de guerre, en particulier ceux vécus dans l'enfance, exigent des interventions multidimensionnelles combinant des approches psychologiques, éducatives et communautaires.

Suite en page 7

Enfances volées, traumatismes de guerre à Gaza, Cisjordanie et Soudan Une mémoire que l'Algérie connaît trop bien

Suite de la page 6

Les réponses doivent être adaptées au contexte socioculturel, tenir compte des ressources disponibles et viser non seulement la réduction des symptômes, mais aussi la restauration de la dignité, du lien social et du sentiment d'avenir.

1. Modèles de prise en charge psychologique : Plusieurs modèles thérapeutiques sont efficaces pour traiter les traumatismes liés aux conflits armés. La psychothérapie de groupe facilite la réélaboration collective du traumatisme, encourage le soutien mutuel et diminue l'isolement (Dyregrov & Yule, 2006). Le soutien scolaire adapté, avec remédiation cognitive et gestion du stress, rétablit la continuité éducative, essentielle au développement de l'enfant (Betancourt et al. 2013). L'art-thérapie et les approches expressives (musique, théâtre, dessin) offrent un moyen d'expression non verbal, utile lorsque le langage est bloqué par le choc psychologique (Kalmanowitz & Lloyd, 2005). Les thérapies familiales systémiques améliorent la communication et la résolution de problèmes au sein de la famille, renforçant ainsi le réseau de soutien social (Carr, 2019). L'EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing) est une approche psychothérapeutique qui aide à retraiter les souvenirs traumatiques en utilisant des mouvements oculaires ou d'autres formes de stimulation bilatérale (Shapiro, 2018). La thérapie cognitivo-comportementale (TCC) permet d'identifier et de modifier les pensées et les comportements dysfonctionnels liés au traumatisme (Beck, 2011). Il est crucial d'adapter ces interventions à l'âge, à la culture et aux besoins spécifiques de chaque individu et de sa communauté. Une approche intégrative, combinant plusieurs de ces modèles, peut s'avérer la plus efficace pour répondre à la complexité des traumatismes liés aux conflits armés.

2. Rôle des organisations internationales et de la coopération transnationale : Les organismes internationaux jouent un rôle central dans la mise en œuvre de programmes d'assistance :

-L'ONU (via l'UNICEF et l'UNHCR) développe des programmes ciblés sur la protection psychologique et éducative des enfants déplacés ou réfugiés.

-Les ONG spécialisées (par ex. Médecins sans frontières, War Child) interviennent en urgence, mais aussi dans le suivi à moyen terme, ce qui est crucial pour éviter la chronicisation des symptômes post-traumatiques (Tol et al. 2011).

-La coopération avec les pays ayant connu la guerre - tels que l'Algérie, qui possède une expérience historique en matière de reconstruction post-conflit - peut enrichir les approches par un partage d'expertise sur la réintégration sociale, la valorisation mémorielle et la prévention de la répétition du cycle de violence (Oukaci, 2019).

Plusieurs modèles thérapeutiques se sont avérés efficaces pour traiter les traumatismes liés aux conflits armés. La psychothérapie de groupe permet une réélaboration collective du vécu traumatique, favorisant le soutien mutuel et réduisant l'isolement. Le soutien scolaire adapté, intégrant remède cognitif et gestion du stress, contribue à la continuité éducative, essentielle au développement de l'enfant. L'art-thérapie et les approches expressives (musique, théâtre, dessin) offrent un canal de communication non verbal, facilitant l'expression émotionnelle lorsque le langage verbal est limité par le choc psychologique. Enfin, les interventions psychocorporelles (relaxation, sophrologie, yoga) aident à réguler l'activation physiologique et à restaurer un sentiment de sécurité corporelle, souvent altéré par les expériences traumatiques. L'efficacité de ces approches est renforcée lorsqu'elles sont intégrées dans une prise en charge globale, tenant compte des besoins spécifiques de chaque individu et de son contexte socioculturel. Une attention particulière doit être accordée à la formation des professionnels, afin de garantir une intervention adaptée et respectueuse des particularités cul-



turelles des populations affectées par les conflits. La collaboration interprofessionnelle est également cruciale, impliquant psychologues, travailleurs sociaux, éducateurs et médecins, pour assurer une prise en charge coordonnée et globale. L'évaluation continue des interventions est indispensable pour adapter les stratégies aux besoins évolutifs des individus et des communautés. Par ailleurs, il est essentiel de prendre en compte les facteurs de résilience présents dans l'environnement de la personne, tels que le soutien familial, les réseaux sociaux et les ressources communautaires, en les intégrant activement dans le processus de guérison. La sensibilisation et la lutte contre la stigmatisation des problèmes de santé mentale liés aux traumatismes contribuent à favoriser l'accès aux soins et à encourager les personnes affectées à rechercher de l'aide. Enfin, il est primordial de promouvoir des politiques publiques intégrant une dimension psychosociale dans les programmes de reconstruction et de développement post-conflit, afin de soutenir durablement le bien-être des populations affectées et de prévenir la transmission intergénérationnelle des traumatismes.

3. Principes pour une stratégie intégrée : Une approche efficace doit articuler :

1. Un soutien psychologique continu, au-delà de la phase d'urgence.

2. Une réhabilitation éducative, pour réduire les pertes d'apprentissage et restaurer l'espoir en l'avenir.

3. Une reconstruction communautaire, pour rétablir les réseaux de confiance et la cohésion sociale. Ces interventions devraient être coordonnées dans un cadre politique qui reconnaît le traumatisme collectif comme un enjeu de santé publique et de stabilité nationale.

Ces interventions doivent être coordonnées dans un cadre politique reconnaissant le traumatisme collectif comme un enjeu de santé publique et de stabilité nationale. La mise en œuvre de cette stratégie intégrée exige une collaboration étroite entre les acteurs gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les professionnels de la santé mentale et les communautés locales. Il est impératif d'adapter les interventions aux besoins spécifiques des populations touchées, en tenant compte des facteurs culturels, linguistiques et socio-économiques. La formation des personnels intervenant sur le terrain est cruciale pour garantir la qualité et l'efficacité des services offerts. De plus, une évaluation rigoureuse des programmes mis en place permettra d'ajuster les approches et d'optimiser l'impact de la stratégie globale. L'investissement dans la recherche sur les traumatismes collectifs et les interventions psychosociales adaptées est égale-

ment essentiel pour améliorer les pratiques et renforcer la résilience des communautés face aux crises futures. Enfin, une communication transparente et régulière avec le public est nécessaire pour sensibiliser aux enjeux de santé mentale et encourager la participation de tous à la reconstruction d'une société plus juste et plus résiliente.

VIII. CONCLUSION : UN DEVOIR DE MÉMOIRE ET D'ACTION

L'enfant victime de guerre n'est pas seulement un visage marqué par la douleur ou un chiffre inscrit dans un rapport humanitaire : il incarne l'humanité blessée dans sa partie la plus fragile et la plus précieuse. La guerre ne détruit pas seulement les maisons et les infrastructures ; elle attaque le cœur même de la construction identitaire, affective et cognitive de l'enfant. Sans une action rapide, les séquelles laissées dans leur psychisme peuvent se transformer en blessures générationnelles, affectant la stabilité et le développement des sociétés futures. Aujourd'hui, alors que l'attention médiatique se concentre sur certains conflits géopolitiques au détriment d'autres, il est urgent de dénoncer cette hiérarchie de l'indignation. Le drame qui se joue au Soudan, par exemple, illustre la manière dont certaines tragédies humaines restent dans l'ombre. Briser ce silence est un devoir moral, politique et historique. Les enfants soudanais, syriens, palestiniens, ukrainiens, yéménites, et tant d'autres, méritent que le monde se mobilise avec la même intensité. Pour l'Algérie, ce combat résonne avec une intensité particulière. Notre mémoire collective porte encore les cicatrices profondes de la guerre de libération et de ses traumatismes. Cette expérience, douloureuse mais fondatrice, nous confère une responsabilité particulière : celle de transformer notre mémoire en solidarité active. Nous savons ce que signifie pour un peuple de se reconstruire après la guerre, et nous pouvons partager notre savoir-faire en matière de résilience, d'éducation post-conflit et de cohésion sociale.

Face à ce défi universel, l'action doit être globale : assistance humanitaire d'urgence, accompagnement psychologique de long terme, protection juridique internationale, et surtout, un changement profond de regard sur l'enfance en temps de guerre. L'enfant n'est pas seulement un bénéficiaire d'aide : il est un acteur du futur, porteur d'un potentiel que nous avons le devoir absolu de protéger. En définitive, agir pour les enfants victimes de guerre n'est pas seulement une question de compassion ; c'est un impératif de civilisation. Ne pas agir, c'est accepter que l'humanité se déshumanise.

Oukaci Lounis*

*Professeur -Université de Constantine 2

Références

1. Amnesty International. (2024). Ukraine: Civilians trapped in crossfire as conflict intensifies. Amnesty International Report. <https://www.amnesty.org>
2. Human Rights Watch. (2024). Ukraine: War crimes and violations of international humanitarian law. HRW Briefing Paper. <https://www.hrw.org>
3. Médecins Sans Frontières. (2024). Ukraine: Health care under attack. MSF Situation Report. <https://www.msf.org>
4. International Rescue Committee. (2024). Gaza: Escalation of violence deepens humanitarian crisis. IRC Humanitarian Update. <https://www.rescue.org>
5. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2024). Gaza Strip: Humanitarian needs overview. United Nations OCHA. <https://www.unocha.org>
6. Save the Children. (2024). Children in Gaza: A generation at risk. Save the Children Briefing. <https://www.savethechildren.org>
7. Médecins Sans Frontières. (2024). Sudan: Civilian suffering as violence spreads. MSF Field Update. <https://www.msf.org>
8. Human Rights Watch. (2024). Sudan: Conflict fuels child recruitment and sexual violence. HRW Report. <https://www.hrw.org>
9. United Nations Children's Fund. (2024). Sudan humanitarian situation report. UNICEF Sudan. <https://www.unicef.org>
10. Betancourt, T. S., Meyers-Ohki, S. E., Charrow, A. P., & Tol, W. A. (2013). Interventions for children affected by war: An ecological perspective on psychosocial support and mental health care. *Harvard Review of Psychiatry*, 21(2), 70–91. <https://doi.org/10.1097/HRP.0b013e318283bf8f>
11. Dyregrov, A., & Yule, W. (2006). A review of PTSD in children. *Child and Adolescent Mental Health*, 11(4), 176–184. <https://doi.org/10.1111/j.1475-3588.2005.00384.x>
12. UNICEF – The State of the World's Children (dernières éditions, focus santé mentale).
13. Médecins Sans Frontières – rapports terrains Gaza, Soudan.
14. Save the Children – études sur PTSD en Cisjordanie et Gaza.
15. The Lancet Psychiatry, Journal of Traumatic Stress – articles scientifiques sur trauma infantile.
16. Frantz Fanon – Les Damnés de la Terre.
17. Yehuda R. et al. (2016) – sur la transmission intergénérationnelle du trauma.
18. Kalmanowitz, D., & Lloyd, B. (2005). Art therapy and political violence: With art, without illusion. Routledge.
19. Oukaci, L. (2019). Mémoire, éducation et résilience post-conflit : Étude de cas algérienne. Éditions universitaires algériennes.
20. Tol, W. A., Barbui, C., & van Ommeren, M. (2011). Management of acute stress, PTSD, and bereavement: WHO recommendations. *JAMA*, 306(5), 533–540. <https://doi.org/10.1001/jama.2011.1114>
21. American Psychiatric Association, DSM-5
22. Yehuda, R., & McFarlane, A. (2015). Transmission intergénérationnelle des traumatismes.
23. UNICEF (2019). Rapport sur la santé mentale en zones de guerre.
24. Déplacements forcés, villages incendiés, perte des parents, internements.
25. Études historiques : Frantz Fanon (Les Damnés de la Terre, chapitres sur l'enfant colonisé).
26. Transmission du traumatisme (Yehuda et al., 2016).

Trois nouvelles stations de traitement des eaux usées seront réalisées

K. Assia

En vue de renforcer les capacités de traitement des eaux usées, trois nouvelles stations d'épuration seront réalisées dans la wilaya d'Oran. Une opération qui vient en application du programme national de promotion du service public d'assainissement à travers des installations de traitement des eaux usées et leur réutilisation dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

Lors d'une réunion présidée par le wali d'Oran, M. Samir Chibani et consacrée aux différents projets du secteur de l'hydraulique, un rapport détaillé concernant ces trois nouvelles stations a été présenté, indiquant la cellule de la communication de la wilaya d'Oran.

Le chef de l'exécutif a insisté sur un meilleur choix des assiettes de

terrain qui devront accueillir ces projets d'utilité publique et qui seront utilisés dans l'irrigation des terres agricoles.

Au cours de cette réunion, l'ensemble des projets du secteur de l'hydraulique ont été passés en revue. Et des directives ont été données par le wali d'Oran pour achever les programmes le plus rapidement possible et d'entamer les projets prévus afin de répondre aux besoins exprimés et mieux approvisionner la population en eau potable. Pour ce qui est des projets en cours, le wali a demandé d'augmenter la cadence des travaux tout en respectant les normes internationales de qualité dans la réalisation de ces projets qui doivent être livrés dans les délais. L'utilisation des eaux traitées est désormais essentielle pour des secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tou-

risme et d'autres aspects du développement de manière à préserver les réserves des barrages et autres sources pour l'alimentation en eau potable. Notons que cette réunion a regroupé les cadres de la wilaya, les chefs de daïra et les membres de l'APW.

La wilaya d'Oran dispose de deux grandes stations d'épuration des eaux usées dont la plus grande se situe à El Kerma avec une capacité de traitement de 270000 m3 par jour et la seconde est à Cap Falcon dans la daïra de Ain El Turck pour une capacité de 30000 m3 par jour. Des travaux d'extension et de réhabilitation de cette dernière station seront bientôt lancés ce permettront de revoir à la hausse la superficie du périmètre agricole irrigué qui passera de 500 hectares à 720 hectares de quoi répondre aux besoins des agriculteurs de la région.

Aïn El-Beïda et Hassi Benokba Deux nouveaux centres pour déchets inertes en renfort

L'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique EPIC CET Oran s'est dotée de deux nouveaux centres destinés aux déchets inertes, le premier, mis en service, est situé dans la commune d'Aïn El-Beïda, tandis que le second situé à Hassi Benokba sera inauguré dans les prochaines semaines, et ce dans le cadre de ses efforts visant à renforcer les infrastructures environnementales et améliorer la gestion des déchets dans la wilaya d'Oran, a indiqué le directeur de l'entreprise, M. Rachid Hamenache.

M. Hamenache a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces nouvelles installations visent à accroître les capacités de traitement des déchets inertes issus des travaux publics et des résidus de construction, notamment après la saturation

de l'ancien centre de Sidi Chahmi.

Le centre d'Aïn El-Beïda prendra en charge la partie ouest de la wilaya, en complément du centre de Messerghine, entré en service en février dernier. Pour sa part, le centre de Hassi Benokba couvrira la partie est d'Oran, une zone qui connaît une expansion urbaine croissante. Le même responsable a souligné que le choix des emplacements de ces deux centres s'est fait suite à des études techniques et environnementales précises. Il s'agit de deux anciennes carrières qui ont été réaménagées pour accueillir ces centres, tirant parti des excavations profondes laissées par leur exploitation passée. Cette approche constitue, selon lui, une solution à la fois pratique et écologique, combinant l'élimination sécurisée des déchets solides et le remblaiement des cavi-

tés. Concernant les capacités des centres, M. Hamenache a indiqué que le centre de Messerghine reçoit environ 500 camions par jour, soit l'équivalent de 2.000 à 3.000 tonnes de déchets inertes. Le centre d'Aïn El-Beïda traite quant à lui entre 800 à 1.000 tonnes par jour, notant qu'il est prévu que le centre de Hassi Benokba dépasse ces volumes, puisqu'il couvrira l'ensemble de la zone est de la wilaya.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale de promotion de l'économie verte et de gestion durable des déchets, à travers la mise en place d'installations modernes conformes aux normes environnementales et sanitaires, contribuant ainsi à la réduction de la pollution et à la préservation du cadre urbain, a conclu le même responsable.

Agriculture Ouverture d'un guichet unique pour la campagne de labours-semailles

Un guichet unique a été ouvert au niveau de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oran dans le cadre de la campagne de labours semailles pour la saison agricole 2025-2026, en vue d'accompagner les agriculteurs dans l'obtention de crédits saisonniers "RFIG", a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale des services agricoles.

Ce guichet unique, installé à la mi-juillet, s'inscrit dans le cadre des préparatifs techniques et administratifs de la prochaine campagne agricole, selon Kalthoum Saâda,

chefe du service production et appui technique à la Direction.

Cette initiative est mise en œuvre conformément aux directives du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi qu'aux instructions de la direction générale de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), précise-t-on.

Le guichet regroupe des représentants de plusieurs organismes concernés par le secteur agricole, notamment la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), la Caisse nationale de

mutualité agricole (CNMA), et l'Union générale des agriculteurs algériens.

L'objectif est de faciliter les démarches pour les agriculteurs en leur assurant un accompagnement administratif et technique direct, et d'accélérer le traitement des dossiers tout en unifiant le parcours du service dans un même espace, a souligné Mme Saâda.

Pour rappel, au cours de la campagne 2024-2025, 55 dossiers de crédit "RFIG" ont été approuvés sur les 59 déposés auprès du guichet unique.

Education Huit nouveaux établissements scolaires pour la prochaine rentrée

Huit nouveaux établissements scolaires dans les cycles moyen et secondaire viendront renforcer le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale de l'Education.

Il s'agit de six collèges d'enseignement moyen (CEM), dont quatre seront opérationnels dès septembre à l'occasion de la rentrée, et deux autres d'ici la fin du même mois, en plus de l'extension de 57 salles de classe dans

plusieurs CEM à travers la wilaya.

Le secteur sera également renforcé par deux demi-pensionnats dans le cycle moyen pour assurer des repas chauds aux élèves, ainsi que deux terrains de sport pour encourager la pratique de l'éducation physique et sportive.

Par ailleurs, deux lycées seront également ouverts, accompagnés de l'extension de 12 salles de classe, un demi-pensionnat et deux unités de santé, de dépistage et de suivi médical des élèves.

Ces infrastructures éducatives vi-

sent principalement à soutenir les nouveaux pôles urbains, notamment ceux de "Chahid Ahmed Zaban" dans les communes de Messerghine et Oued Tlelat, qui connaissent une forte croissance démographique suite aux opérations de relogement des familles, en plus d'autres communes concernées.

La wilaya d'Oran compte actuellement plus de 900 établissements scolaires répartis entre les trois cycles d'enseignement, dont plus de 613 écoles primaires, 197 CEM et 93 lycées.

La nouvelle façade maritime fait le plein

La nouvelle façade maritime, représentant la première tranche de la route reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest, connaît, durant la saison estivale, une forte affluence de jeunes et de familles, notamment en soirée. Avec les fortes chaleurs et l'humidité que connaît la ville d'"El Bahia", les familles et les jeunes préfèrent se diriger vers la nouvelle corniche oranaise, ou la nouvelle voie portuaire d'évitement, pour se détendre et passer des moments conviviaux jusqu'à une heure tardive de la nuit.

Dès le coucher du soleil, les familles affluent vers cette route de plus de 8 km, pour profiter d'une vue panoramique qui s'étend depuis l'est de la ville jusqu'au quatrième boulevard périphérique au niveau de la commune de Bir El Djir.

Ce qui ajoute de la beauté à cette route, ce sont les infrastructures modernes et les ouvrages d'art réalisés selon les normes internationales, comme le tunnel à deux voies, le pont, la route côtière, ainsi qu'une voie expresse. A cela s'ajoutent aussi l'éclairage public, la signalisation, les systèmes anti-incendie, de ventilation, d'éclairage et les issues de secours, assurant ainsi sécurité et confort aux visiteurs.

L'air jovial, le jeune Sofiane indique qu'il se rend quotidiennement avec ses amis sur cette façade maritime, où ils disent passer des moments agréables, agrémentés de jeux traditionnels, parfois jusqu'à une heure tardive de la nuit.

De son côté, Walid affirme

qu'il préfère souvent se rendre, en fin d'après-midi, à l'accès menant au port d'Oran, près du terminal à conteneurs, où se trouvent de gros blocs de béton, pour pratiquer sa passion : la pêche à la ligne, jusqu'au coucher du soleil.

Mme Fatiha, attablée avec sa petite famille pour siroter un thé et savourer des spécialités du cru, s'est dit émerveillée par la beauté naturelle du lieu, affirmant qu'il s'agit d'un site magnifique à valoriser davantage pour devenir, dans un futur proche, un véritable pôle touristique, notamment à travers la construction d'hôtels, de marinas ou de complexes de thalassothérapie.

Karim considère, lui, que cette route a insufflé une nouvelle dynamique à la capitale de l'Ouest du pays, facilitant la fluidité du trafic pour les poids lourds vers et depuis le port, tout en permettant aux usagers de gagner du temps et d'éviter les embouteillages, surtout en été. Pour lui, cette route a également ouvert une nouvelle fenêtre pour la promotion du tourisme local, offrant une vue panoramique attrayante.

A noter que cette route, réalisée avec les techniques les plus modernes, comprend cinq ouvrages d'art, dont un tunnel à deux voies de 930 m, un autre de 1580 m, ainsi qu'un pont de 680 m, une route côtière et une voie rapide.

Le projet a également permis la réhabilitation de la route "El Djoualek", contribuant à donner une dimension esthétique à l'ensemble de la façade maritime.

La vidéo a été relayée sur les réseaux sociaux Les agresseurs du boulevard Maata arrêtés

Suite à la publication d'une vidéo sur les réseaux sociaux montrant des individus en train d'agresser un citoyen, au Bd Maata Med Lahbib, pour lui subtiliser son téléphone portable, les éléments de la brigade de lutte contre la criminalité relevant de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont ouvert une enquête. Les investigations dili-

gentées ont permis d'identifier les mis en cause et de les arrêter en un temps record. Les faits se sont déroulés en plein cœur d'Oran, a indiqué la cellule de la communication de la sûreté d'Oran précisant que les trois mis en cause ont été présentés au tribunal d'Oran pour agression à l'arme blanche.

K. Assia

Boutlélis Quatre blessés dans un accident de la route



Quatre personnes âgées, entre 17 et 25 ans, ont été blessées, dans un accident de la route survenu jeudi matin, sur la RN2, dans la commune de Boutlélis. Selon les services de la pro-

tection civile qui ont intervenu pour porter assistance aux victimes, il s'agit d'un véhicule qui a dévié de sa trajectoire avant de renverser. Les blessés ont été transportés à l'hôpital local.

R. L.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Azedine Moulay, 67 ans, Takhemaret
Bendjilali Med, 46 ans, Saint Pierre
Boukhatem Lazreg, 71 ans, Relizane
Hanoun Yamina, 86 as, Mostaganem

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 safar1447				
El Fedjr 04h49	Dohr 13h08	Assar 16h52	Maghreb 19h58	Icha 21h22



Mascara Nouvelles perturbations dans l'alimentation en eau

Cinq communes de la wilaya de Mascara enregistrent des perturbations dans l'alimentation en eau potable, en raison de travaux de maintenance en cours, a indiqué, jeudi, l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE).

Selon la même source, cette perturbation affecte depuis mercredi les communes de Bouhanifia, Mactaa Douz, Sidi Abdelmoumène, Segra, ainsi que la partie sud de la commune de Mohammadia. Elle est due à des travaux de réparation de

fuites importantes au niveau de la conduite principale du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), qui alimente le couloir de Bouhanifia. L'alimentation en eau potable sera progressivement rétablie dans les communes concernées dès l'achèvement des travaux, a précisé la même source. En attendant, l'unité locale de l'ADE a mobilisé des citernes d'eau mobiles pour approvisionner les habitants des communes touchées pendant cette période de perturbation.

Plus de 6.500 nouveaux étudiants attendus



L'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara prévoit d'accueillir, au titre de la rentrée universitaire 2025-2026, plus de 6.500 nouveaux étudiants titulaires du baccalauréat, a indiqué, jeudi, le professeur Younes Machâal, chargé de la gestion de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Ces nouveaux étudiants seront répartis entre sept facultés : "Sciences de la nature et de la vie", "Sciences et technologies", "Sciences exactes", "Lettres et langues", "Sciences humaines et sociales", "Droit et sciences politiques", ainsi que "Sciences économiques, commerciales et sciences de gestion" a précisé à l'APS le même responsable.

Il est prévu également une hausse dans le nombre d'étudiants pour l'année universitaire prochaine,

dépassant les 22.000 inscrits.

La phase d'inscription pédagogique finale pour les nouveaux étudiants se poursuivra jusqu'à demain, vendredi, et l'administration de l'université a mis en place tous les moyens matériels et humains nécessaires afin d'assurer un bon accueil des étudiants.

Par ailleurs, plus de 6.000 étudiants poursuivront leurs études à l'université en préparation de leurs mémoires de fin d'études pour les diplômes de licence et de master, répartis également entre les sept facultés, selon la même source.

Il est à noter que plus de 5500 étudiants ont été promus, lors de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, au titre de l'année universitaire 2024-2025 dont plus de 3300 en licence et 2200 en master.

Aïn Temouchent Les structures de l'Education renforcées

Onze (11) nouveaux établissements éducatifs des cycles primaire et moyen seront prêts pour la prochaine rentrée scolaire, a indiqué, jeudi, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi.

M. Ouled Abdennebi a précisé, lors de sa supervision des travaux du conseil exécutif de la wilaya, que "la prochaine rentrée scolaire sera renforcée par l'entrée en service de sept nouveaux groupements scolaires primaires et quatre nouveaux CEM dont les travaux sont achevés et qui seront tous opérationnels à l'occasion de la rentrée scolaire. Un nouveau lycée sera également réceptionné dans la commune d'El Malah avant la fin de l'année en cours".

Le wali a également indiqué que d'autres établissements scolaires, dans les cycles primaire et moyen, seront réceptionnés, avant la fin de l'année, et que leur taux d'avancement est jugé important.

A cette occasion, il a donné des instructions aux responsables du

secteur de l'éducation, en coordination avec les présidents des Assemblées populaires communales, pour accélérer l'opération d'équipement pédagogique des établissements réceptionnés, afin qu'ils soient prêts à accueillir les élèves dès le premier jour de la rentrée.

La prochaine rentrée scolaire sera également renforcée par sept nouvelles cantines scolaires, selon le même responsable, qui a insisté sur la nécessité de les équiper convenablement et d'assurer la fourniture de repas aux élèves dans toutes les cantines scolaires dès le premier jour, tout en veillant à garantir le transport scolaire dès cette même date. De son côté, la directrice de wilaya du secteur des équipements publics, Lamia Ramdani, a indiqué que la rentrée scolaire prochaine sera également appuyée par 39 nouvelles salles d'extension réparties à travers plusieurs établissements, dont 20 salles construites à la charge des communes pour le cycle primaire.

Tiaret Huit projets lancés à Sidi Abderrahmane

Les travaux de réalisation de huit projets de développement ont récemment été lancés dans la commune de Sidi Abderrahmane, dans la wilaya de Tiaret, principalement au niveau des zones rurales, a indiqué Ali El Ouardi, chef de daïra d'Aïn Kermes.

Ces projets sont inscrits dans le cadre des programmes de soutien au développement économique et social, ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'année 2025, avec une enveloppe globale de 86 millions de dinars, selon la même source.

Une enveloppe de 33,6 mil-

lions de dinars a été allouée via le Fonds de garantie et de solidarité pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves. Elle permettra la réalisation d'une cantine scolaire pour servir 200 repas et d'un bloc administratif à l'école du moudjahid défunt Bouda Mabrouk, ainsi qu'à l'extension d'une salle de classe à l'école Kana Medjdoub.

Par ailleurs, une enveloppe de 52,4 millions de dinars, issue du programme de soutien au développement économique et social, a été consacrée à la réalisation de quatre pistes rurales dans les zones de Redjem

El Hlef, El Hamad, Al Khnaïfet et Ethmad, reliant les routes nationales n° 111 et n° 90 sur une distance totale de 30 km.

Le projet prévoit également la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 50 m³, ainsi que le raccordement et l'équipement d'un puits dans la région de Dhaya El Kalakh.

Ces projets, adoptés en réponse aux propositions des citoyens, devront être achevés dans un délai de trois à cinq mois, et permettront de rapprocher les services essentiels, tels que l'accès à l'eau potable, la scolarisation et le désenclavement des zones rurales, a-t-on précisé.

Timimoun Généraliser le raccordement des ksour au réseau d'assainissement

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis l'accent, mercredi dans la wilaya de Timimoun, sur le raccordement de l'ensemble des ksour au réseau d'assainissement.

S'exprimant en marge de la mise en service du réseau d'assainissement et la station de relevage des eaux usées des ksour de la commune de Tinerkouk (70 km Nord de Timimoun), au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a souligné l'importance de généraliser le raccordement des ksour aux réseaux d'assainissement, dans un souci d'amélioration du cadre de vie du citoyen.

Les projets prioritaires du secteur, notamment ceux concernant les réseaux d'assainissement, seront pris en charge via le Fonds national de l'eau (FNE), en vue de permettre leur prompt prise en charge, a ajouté M. Derbal en appelant les responsables locaux du secteur à entamer d'ores et déjà la préparation leurs cahiers de charges.

Concernant l'approvisionnement en eau potable, le ministre a indiqué que la wilaya ne souffre pas d'un déficit en eau, mais enregistre quelques «points noirs» au niveau de trois de ses communes «qu'il appartient d'élimi-

ner dans les meilleurs délais».

Il a mis également en avant la nécessité de transférer la gestion de l'eau potable des communes à l'Algérienne des eaux (ADE) et des réseaux d'assainissement à l'Office national d'assainissement (ONA), en les dotant des équipements nécessaires.

Le ministre de l'Hydraulique a assuré, par ailleurs, de l'accompagnement de son secteur aux agriculteurs en ce qui concerne le projet de réhabilitation et de revivification du système hydraulique des foggaras, «un legs ancestral qu'il appartient de sauvegarder».

Tlemcen L'environnement mobilise

La direction de l'environnement de la wilaya de Tlemcen a programmé plusieurs campagnes de propreté et de valorisation de l'environnement durant cette saison estivale, a indiqué, jeudi, la directrice locale du secteur, Rafika Belhadj.

Mme Belhadj a précisé à l'APS que ces opérations, lancées chaque fin de semaine, visent à préserver la santé publique et à limiter la prolifération des chiens errants et à prévenir la propagation de mauvaises odeurs.

Elle a, en outre, souligné que ces campagnes sont organisées en coordination avec les directions des ressources en eau, des travaux publics, de l'urbanisme et des équipements publics ainsi que les communes, le centre

d'enfouissement technique (CET) de Tlemcen et également l'antenne locale de l'Office national d'assainissement (ONA).

Des associations versées dans le domaine environnemental prennent également part à ces actions, qui complètent les campagnes menées régulièrement par les services de la wilaya pour le ramassage des déchets ménagers et solides, notamment dans les quartiers densément peuplés.

Pour cela, différents équipements ont été mobilisés dont les camions, bennes, conteneurs, avec une distribution de sacs plastiques et de gants aux volontaires souhaitant participer à ces opérations, ajoute-t-on de même source.

Le week-end dernier, 10 ton-

nes de déchets ont été collectées dans les quartiers Oudjlida, Boudjlida, Koudia et Abi Tachefine dans la commune de Tlemcen.

La campagne touchera les quartiers des 120, 200, 400 et 500 logements à Mansourah.

La même responsable a également indiqué que la direction de l'environnement effectue un recensement régulier des points noirs connaissant une accumulation de déchets, en vue de leur élimination en partenariat avec les autres acteurs concernés, les déchets étant ensuite acheminés vers le CET de la commune de Chetouane.

Elle a enfin souligné que ces campagnes se poursuivront jusqu'à la réhabilitation de tous les quartiers, dans le but de rendre le cadre de vie plus agréable.

Bordj Badji-Mokhtar De nouveaux établissements livrés à la rentrée scolaire

De nouvelles structures éducatives seront réceptionnées dans la wilaya de Bordj Badji-Mokhtar, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, en vue de renforcer les conditions de scolarisation, a-t-on appris jeudi de la Direction locale de l'Éducation.

Ces structures portent sur une école primaire (type 3) à la cité des 340 logements ruraux et six (6) classes d'extension d'écoles primaires, au chef-lieu de la wilaya, ainsi que trois (3) classes d'extension dans la commune de

Timiaouine, a fait savoir le Directeur de wilaya du secteur, M'hamed Mazzar.

Les chantiers d'autres projets d'établissements scolaires ont été lancés dans la commune de Bordj Badji-Mokhtar, à l'instar d'une école primaire (type 2) à la cité Houari Boumediène et une école primaire (type 3) à la cité des 825 logements, pour répondre à l'accroissement des effectifs du cycle primaire, a-t-il ajouté.

Pour ce qui est du secondaire, un projet de lycée de 800 pla-

ces, doté d'une cantine servant 200 repas/jour, a été également lancé en chantier dans la commune du chef-lieu de wilaya.

Ces réalisations entrent dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à renforcer les structures éducatives dans cette wilaya frontalière, qui en a réceptionné plusieurs (établissements et classes d'extension), ces dernières années, en plus de leur équipement en supports pédagogiques modernes, selon le même responsable.

Bordj Bou Arreridj

Réception de l'annexe de l'Ecole normale supérieure

Une annexe à l'Ecole normale supérieure a été dernièrement réceptionnée et équipée au niveau de l'université Mohamed El-Bachir El-Ibrahimi de Bordj Bou Arreridj, a-t-on appris jeudi auprès du recteur de cette université.

Dans une déclaration à l'APS, Pr. Bouazza Boudersaya a précisé que cette annexe ouvrira ses portes dès la prochaine année universitaire 2025/2026 en réponse aux besoins du secteur de l'éducation, ajoutant que 729 nouveaux étudiants ont été inscrits dans les diverses spécialités à cette annexe dont la capacité d'accueil est de 900 places.

La création de cette nouvelle structure, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le cadre de la vision prospective du minis-

tère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en coordination avec le ministère de l'Education nationale pour former des enseignants qualifiés pour les trois paliers de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire).

L'annexe assure des formations dans diverses spécialités, dont les langues arabe, français et anglais pour les divers paliers de l'enseignement, touchant les mathématiques, les sciences de la nature et de la vie, la tech-

nologie, l'histoire et la géographie, outre les spécialités techniques du secondaire dont le génie civil, le génie mécanique et le génie des procédés.

Un total de 4.326 nouveaux étudiants ont été inscrits au niveau de l'université Mohamed El-Bachir El-Ibrahimi dans les diverses filières dont celles enseignées à l'Institut national de l'électronique et des télécommunications qui ouvrira ses portes au début de la prochaine rentrée, a-t-on indiqué.

El Tarf

Quatre polycliniques bientôt réhabilitées

Des travaux de réhabilitation de quatre (4) polycliniques seront "bientôt" engagés dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué, jeudi, le directeur de la santé et de la population (DSP), Athmane Kirouani.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit de polycliniques situées dans les communes d'El Tarf, d'Ain El Assel, de Ben M'hidi et de Besbas, avant de faire savoir qu'une envelop-

pe financière de 160 millions de dinars a été allouée à cette action de réhabilitation.

M. Kirouani a ajouté qu'une opération analogue, portant sur la réhabilitation de 3 autres polycliniques situées dans les communes de Dréan, d'El Kala et de Boutheldja, financée à hauteur de 90 millions de dinars, se poursuit sur un rythme "satisfaisant". Le même responsable a également fait état de la mise en service "récente"

d'une salle de soins au village El Mekkia, dans la commune de Chihani, au moment où une autre salle de soins sera réceptionnée dans les "prochains jours" au village d'El Berakna, dans la commune de Dréan.

M. Kirouani a également noté que des équipements médicaux seront "prochainement" acquis au profit de plusieurs établissements de santé de la wilaya, moyennant une enveloppe de 200 millions de dinars.

Mila

Sept nouvelles spécialités pour la formation professionnelle



Sept nouvelles spécialités ont été introduites à l'offre de formation proposée au titre de la session d'octobre 2025 de la rentrée de la formation professionnelle dans la wilaya de Mila, a-t-on appris jeudi auprès de la directrice locale de la formation et de l'enseignement professionnels.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Samira Benelmedjet a précisé que ces spécialités sont "l'hôtellerie, option gestion et administra-

tion des hôtels", "exploitation des stations d'épuration des eaux", "systèmes numériques, option informatique et réseaux", "employé de station de dessalement de l'eau de mer", "finition et polissage de bois", "tapisserie traditionnelle" et "mosaïste".

Ces offres nouvelles portent à 106 le nombre des spécialités de formation proposées aux jeunes de Mila en quête de qualification au titre de la prochaine session et adaptées aux besoins du marché local de l'emploi, selon

la même responsable. Au total, 6.750 postes dont 3.610 en formation diplômante et 3.140 en formation qualifiante sont ouverts en prévision de cette session dont les inscriptions ont été ouvertes le 27 juillet passé, a ajouté la même cadre.

Les inscriptions pour cette session qui débutera officiellement le 5 octobre prochain resteront ouvertes jusqu'au 27 septembre prochain, les résultats des orientations seront annoncés le 2 octobre 2025, note-t-on.

Blida

Des mesures pour moins de pression sur l'eau

De nombreux nouveaux projets sont actuellement en cours de réalisation dans le secteur des ressources en eau et de l'hydraulique à Blida, en vue de renforcer les capacités de stockage de l'eau potable de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale du secteur.

"Dans le cadre des mesures visant à améliorer l'alimentation en eau potable des citoyens, la wilaya a bénéficié de plusieurs projets portant sur la réalisation de six (6) réservoirs d'eau d'une capacité globale de 8.000 m3, actuellement en cours de réalisation dans les régions accusant un manque d'infrastructures de stockage", a indiqué le directeur local du secteur, Abdelkrim Allouche.

Il a notamment fait part de la réalisation en cours d'un réservoir de 5.000 m3 dans la cité Sefsaf, située sur les hauteurs de Meftah, et qui compte des milliers d'unités de logements. Un 2ème réservoir de 1.000 m3 est en réalisation à Bahli, dans la commune de Soumaâ, en plus de quatre (4) autres d'une capacité de 500 m3 chacun, à Djebabra, Cherifia (Soumaâ), Bouarfa et Bensalah (Oued El Alleug).

Ces nouvelles installations s'ajoute-

ront à d'autres mises en service cette année au profit du nouveau pôle urbain de Sidi Serhane (hauteurs de la nouvelle ville de Bouinane), soit quatre (4) réservoirs d'une capacité de 1.000 à 5.000 m3, portant ainsi les capacités de stockage de la wilaya à 237 réservoirs pour un volume global de 875.243 m3 d'eau.

Le même responsable a cité parmi les nouveaux projets actuellement en réalisation, et devant contribuer à améliorer l'approvisionnement en eau, une station de traitement monobloc destinée aux communes d'El Affroun et d'Oued Djer, dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours.

A noter que la wilaya de Blida, dont la population dépasse 1,6 million d'habitants, a bénéficié de plusieurs nouveaux projets visant à mobiliser des volumes supplémentaires d'eau et à accroître ses capacités de stockage.

L'objectif est de faire face au déficit en eau, dû notamment aux changements climatiques affectant les réserves d'eau souterraine, lesquelles assurent près de 70 % des besoins de la wilaya en eau potable et en eau d'irrigation des surfaces agricoles.

Près de 324.000 détecteurs de monoxyde de carbone installés

Au moins 323.740 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés par la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) à Blida, depuis le lancement de l'opération en 2024, a-t-on appris, jeudi, de responsables de l'entreprise.

Ce nombre de détecteurs a été installé au profit de 161.870 clients répartis sur les 25 communes de la wilaya, soit une moyenne de deux (2) détecteurs par foyer. Les équipes ont toutefois relevé 2.719 absences lors des passages programmés.

"Les efforts se poursuivent en vue du parachèvement de cette campagne, totalement gratuite et inscrite dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avant fin 2025,

dans le but de réduire les décès causés par l'asphyxie au monoxyde de carbone", selon la même source.

Par ailleurs, la direction de la Sonelgaz à Blida a signalé près de 600 atteintes aux infrastructures gazières et électriques depuis le début de l'année, en plus de 222 agressions directes visant ses installations. Ces actes ont engendré des pertes, ce qui a poussé l'entreprise à introduire 455 plaintes en justice pour vol d'énergie.

La direction a par ailleurs invité ses clients, particuliers, entreprises et administrations locales, à régler leurs factures impayées. Ces retards de paiement risquent d'entraver la réalisation de projets programmés et la qualité du service public, selon l'entreprise.

Ghardaïa

Les piscines prises d'assaut

Devant la hausse du mercure et les alertes météorologiques à répétition, liées à la succession de vagues de chaleur au cours de cette saison estivale, les habitants à Ghardaïa prennent d'assaut les piscines et autres sites aquatiques, ainsi que les structures touristiques, en quête de fraîcheur et de détente.

L'ensemble des sites aquatiques dans la région, tels que les piscines, les bassins d'irrigation des palmeraies et jardins familiaux, les fontaines fraîches, sont devenus des lieux de prédilection en cette période de canicule.

Depuis le début de l'année, les pouvoirs publics ont adopté de nombreuses mesures, avec une conception urbaine plus intelligente, pour acclimater et aspirer de l'air frais dans les localités de Ghardaïa dans le cadre du programme d'amélioration urbaine, en créant des espaces verts, en plantant plus d'arbustes pour l'ombrage au profit des piétons et en planifiant des aménagements de bassins et de jets d'eau dans divers endroits.

Ces derniers sont souvent occupés par des enfants s'adonnant à

leurs jeux d'été dans une cacophonie assourdissante, durant la période de sieste entre 13h et 17h, qui plonge la région dans une torpeur quasi-totale imposée par dame nature. Si les piscines publiques aménagées et rénovées attirent de nombreux jeunes, de par leur proximité des quartiers les plus peuplés, les piscines privées situées dans les palmeraies connaissent aussi un fort engouement auprès des visiteurs et touristes, qui veulent admirer la beauté et le charme de la nature durant la saison d'été, tout en profitant de la fraîcheur de l'eau et des jardins verdoyants qu'offrent ces espaces.

Cependant, les structures aquatiques publiques, où le protocole sanitaire est rigoureusement respecté, sont "insuffisantes" pour satisfaire la demande croissante des citoyens en cette période de grandes chaleurs, a estimé Khaled, maître-nageur de la piscine de Bouhraoua.

De son côté, Ayoub, un estivant de Bounoura, venu avec ses amis profiter d'un brin de fraîcheur dans ce site aquatique, a exprimé son admiration pour cet espace de qualité au vu des services offerts aux clients.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 safar 1447

El Fedjr
04h31

Dohr
12h53

Assar
16h37

Maghreb
19h41

Icha
21h07



Saison 2025-2026

La FAF fixe les conditions de participation des joueurs

La Fédération algérienne de football a décidé de renoncer à l'utilisation des licences physiques des joueurs pour la saison sportive 2025/2026, selon une correspondance adressée aux présidents des Ligues nationales, régionales et de wilaya.

Dorénavant, le contrôle des joueurs avant chaque match se fera via le système (feuille de match électronique), en utilisant un ordinateur ou un Smartphone. Chaque club est tenu, avant chaque rencontre, d'apporter une copie couleur conforme du dossier de licences de ses joueurs issue du système FAF-CONNECT, en prévision de tout incident éventuel, précise la correspondance de

la FAF, publiée sur le site de la LNFA. Les clubs doivent également téléverser sur la plateforme, le contrat d'assurance ainsi que la liste nominative des joueurs (visée par la société d'assurance) comme condition préalable à l'homologation administrative dans le système, explique la même source. Ainsi, un joueur est considéré comme lié au club dès son enregistrement sur la plateforme FAF-CONNECT, dès lors qu'il a signé la demande de licence, même en l'absence d'autres documents (certificat médical, certificat de non-contrainte, assurance). Son homologation n'est pas annulée et il reste lié au club jusqu'à la finalisation du dossier dans les délais

impartis. Il ne peut signer dans un autre club que s'il obtient une lettre de libération durant la deuxième période d'enregistrement, souligne la correspondance de l'instance fédérale. Les joueurs des catégories U18 et U17 sont autorisés à participer avec l'équipe senior à condition d'obtenir une autorisation médicale et la signature de l'entraîneur principal (ou de l'entraîneur du club). Les Ligues délivrent les licences pour les différentes composantes du staff (technique, administratif et médical) selon les procédures habituelles des saisons précédentes. La présence de leurs licences est une condition obligatoire pour être sur le banc de touche.

Ligue 1: Les clubs et les sponsors
Plafond salarial, mais de plafond pour les dérives

M. Zeggai

Après la décision de plafonner les salaires des joueurs, les clubs de l'élite se retournent désormais sur les sponsors pour répondre aux exigences économiques du sport roi. La question cruciale demeure : que peuvent encore apporter les sponsors aux clubs ? Les entreprises, sollicitées pour soutenir financièrement le football, se retrouvent souvent dans un dilemme. Elles évoluent dans un environnement qu'elles ne maîtrisent pas, et hésitent à investir dans un marché effréné où certains acteurs profitent de la naïveté et de leur méconnaissance pour gonfler les salaires. C'est du moins l'impression qui se dégage. Car, sans une mentalité pro-

fessionnelle, sans vision ni stratégie, nos dirigeants sont devenus incapables de convaincre et de fidéliser les sponsors pour transformer ce potentiel en véritable moteur de développement.

La contribution des pouvoirs publics, par le rachat de certains clubs par des entreprises nationales, consistait à donner les moyens aux équipes de se mettre au même diapason que les autres clubs professionnels. Mais en vain.

La réalité est tout autre face à la rivalité des équipes et la surenchère pour enrôler les meilleurs joueurs. On est bien loin de l'auto-financement exigé par le professionnalisme. Mais, nos clubs, pour rivaliser avec les autres clubs du continent, sont contraints de trouver d'autres ressources financières

et ne plus compter sur les deniers publics, ne serait-ce que pour couvrir les demandes des joueurs ciblés en vue de la participation à la Champions League.

Certains clubs l'ont justement compris. La JS Kabylie, pour ne plus dépendre du budget alloué par son propriétaire, a signé un nouveau contrat de sponsoring avec Soummam en attendant d'autres sponsors.

Idem pour le MCA dont la direction qui est à la recherche d'autres partenaires en plus d'Ooredoo et du chinois Hisense. Les mêmes actions devront être entreprises par l'USMA, le CRB, le MCO, la JS Saoura, l'ESS, le CSC et bien d'autres clubs qui doivent impérativement trouver des sponsors. C'est le haut niveau qui l'exige.

Sept ans après son décès - Tahar Benferhat oublié
Gloire d'hier, silence d'aujourd'hui

Une légende n'appartient pas au passé, elle vit dans chaque page de l'histoire », a-t-on coutume de dire. Mais, ce n'est pas le cas à la JSMT où l'on veut éteindre la flamme rallumée par Tahar Benferhat. Heureusement que personne ne peut effacer. Son immense talent, tant sur les plans technique et physique, lui a valu une convocation au sein de la sélection d'Afrique où il formera, avec Miloud Hadeff, une charnière centrale qui restera gravée dans la mémoire des puristes de la balle ronde. Il a réussi à tirer son épingle de jeu avec les grands monuments du

football africain tels que l'Egyptien Hassan Shehata, le Tunisien Attouga, l'Ivoirien Laurent Pokou, le Congolais François M'pelé et les autres. Aujourd'hui, Tahar Benferhat est tombé inexplicablement dans l'anonymat sans la moindre considération, ni reconnaissance.

Les responsables de la JSMT et ceux du football national doivent faire leur examen de conscience. Tahar Benferhat, le grand serviteur du football algérien, ne mérite-t-il pas un mémorial à la mesure de sa grandeur et de ses sacrifices ? Cet oubli, de la part de ceux qui n'ont jamais transpiré pour ce

maillot bleu d'Ezzerga et ce maillot Vert de l'équipe nationale, est diversement interprété. Un mémorial n'est pas un luxe pour un ancien international qui a porté fièrement les couleurs de son pays, c'est un devoir envers une légende qui a sacrifié sa santé et sa vie personnelle. Un mémorial non pas pour flatter son glorieux passé, mais pour rappeler aux futures générations que servir son pays laisse une trace éternelle. En effet, Tahar Benferhat a laissé une trace et écrit l'histoire. Pour ceux qui ne veulent pas l'admettre, la réalité est là.

M. Zeggai

WA Tlemcen - Après la volte-face du coach
Rahmani Bouziane
Djamel Benchadli pressenti

Départ inattendu du désormais ex-entraîneur du WAT, Rahmani Bouziane, qui a plié bagage en pleine préparation et avant même le début du championnat. Un comportement inadmissible de la part d'un prétendu éducateur, marquant un manque de respect envers un club de la trempe du WAT et la déontologie de la profession. Sans se soucier des conséquences que cela peut engendrer, il s'est engagé avec le MCB

Oued Sly. Pour le moment, on ignore les raisons de ce départ. Selon nos informations, les dirigeants effectuent une véritable course contre la montre pour trouver un entraîneur qui répond au profil recherché. Notre source affirme que Djamel Benchadli serait le mieux indiqué et avec lequel les dirigeants auraient déjà entamé les discussions.

Pour rappel, Rahmani Bouziane est le quatrième technicien à quit-

ter son club lors de la préparation estivale et avant même le coup d'envoi du championnat après Mohamed Manaâ qui a décidé de mettre un terme à sa collaboration, Zaoui Karim qui a démissionné du staff de la JSMT et Saïd Hammouche du RC Arbaâ. En somme, il est temps à la direction technique nationale de réagir pour mettre fin à ces mascarades qui n'arrangent nullement les affaires du football national.

R. S.

CHAN

L'Algérie accrochée par la Guinée (1-1)

La sélection algérienne de football A', a été tenue en échec par son homologue guinéenne 1-1 (mi-temps : 0-0), vendredi au Mandela national stadium de Kampala, pour le compte de la 4e journée (Gr.C) du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024 (reportée à 2025), qui se déroule au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda (2-30 août).

Les Guinéens ont ouvert le score, contre le cours de jeu, par le sociétaire de Horoya AC Ismaël Camara (62e), profitant d'une balle perdue par la défense algérienne.

Les joueurs du sélectionneur Magdid Bougherra, ont dominé les débats de bout en bout, mais sans pour autant parvenir à trouver la faille,

jusqu'à l'entrée en jeu de l'attaquant du MC Alger Sofiane Bayazid, qui a réussi à égaliser en fin de match (88e). Avec ce nul, l'Algérie stagne à la 2e place avec 5 points, derrière l'Ouganda (6 points). S'il s'agit du dernier match pour les Guinéens, éliminés, l'Algérie jouera son dernier match lundi face à la lanterne rouge, le Niger, au stade au Nyayo national stadium à Nairobi (18h00).

L'autre match du groupe C mettra aux prises le Niger (0 pt), à l'Afrique du Sud (4 pts) à 18h00, alors que l'Ouganda est exempté.

Les deux premiers de chacun des quatre groupes se qualifient pour les quarts de finale, prévus les 22 et 23 août.

Les Algériens de l'étranger
Gouiri encensé à l'OM



Décidément très ambitieux pour Amine Gouiri, Roberto De Zerbi a livré ses attentes. S'il a pris du retard dans son développement, Amine Gouiri a démontré de belles choses lors de ses six premiers mois à Marseille. Dans une conférence de presse, Roberto De Zerbi a détaillé les objectifs qu'il fixait pour son joueur, tout en évoquant la concurrence qui l'opposera à Pierre-Emerick Aubameyang : "Je lui demande de jouer comme un numéro 10 et de marquer comme un numéro 9. Ce n'est pas facile, mais il a les qualités pour pouvoir jouer avec l'équi-

pe et avec ses coéquipiers". Leonardo Balerdi, capitaine du club phocéen et également présent en conférence a aussi évoqué la concurrence entre l'avant centre des Verts et l'attaquant gabonais, tout en soulignant que l'équipe dans son entièreté soutiendrait Gouiri : "Gouiri est très professionnel, j'aime sa manière de travailler, sa manière de penser, ses ambitions. Je vais l'aider à être calme, à avoir confiance. Ce n'est pas facile quand un attaquant comme Aubameyang arrive. On va les aider tous les deux. S'il y a une saine compétition, ça va le faire grandir."

Yazid Mansouri, nouveau directeur sportif de l'ES Tunis

L'Espérance Sportive de Tunis a officiellement avant-hier l'arrivée de l'ancien international algérien Yazid Mansouri au poste de directeur sportif. Il devient l'un des piliers du projet de restructuration entrepris par le club, avec l'ambition claire de renforcer sa compétitivité sur la scène nationale et africaine.

Mansouri, qui n'est pas un inconnu dans le monde du football continental et international, a réussi sa reconversion. Il a occupé des postes clés dans plusieurs clubs, notamment à l'AC Monza (Italie), à l'Olympiakos (Grèce), au Stade Rennais (France), mais aussi responsable du recrutement à Nottingham Forest (Angleterre). En Algérie, il a été manager-général de l'EN et membre du bureau

fédéral sous la présidence de Mohamed Raouraoua, contribuant à la mise en place de stratégies de développement du football.

Pour l'ES Tunis, en misant sur un profil à la fois expérimenté et connecté à l'échelle internationale, le club espère améliorer son organisation interne, optimiser son recrutement et affiner sa politique sportive. Avec l'expertise et le réseau de Mansouri, les Sang et Or entendent non seulement consolider leur domination en Tunisie, mais aussi franchir un palier supplémentaire en compétitions africaines. Un nouveau chapitre s'ouvre ainsi pour l'ES Tunis, avec à sa tête un homme qui connaît parfaitement les rouages du football moderne.

Suisse : Kendouci a repris le travail avec Lugano

Après avoir rejoint la formation suisse de Lugano cet été à la surprise générale, Ahmed Kendouci y est arrivé cette semaine pour poursuivre sa rééducation.

Appelé à devenir l'un des éléments les plus importants du milieu de terrain de l'EN sous Vladimir Petkovia, Ahmed Kendouci s'est malheureusement gravement blessé. Victime d'une fracture du tibia le 12 avril dernier, il a pourtant réussi à convaincre Lugano de lui accorder sa

chance. Il fut ainsi transféré pour un peu moins de 2 millions de dollars US. Ayant raté la préparation estivale mais étant sur le chemin du retour, le joueur a ainsi fait ses débuts au centre d'entraînement de son nouveau club, où il enchaîne les différents exercices de récupération. Espéré pour le mois de septembre, Ahmed Kendouci rêve d'un retour en force qui lui permettrait de jouer la CAN avec l'Algérie en décembre 2025.

L'eau à 32°C

La Méditerranée en voie avancée de «tropicalisation»

Murat Draman ne s'en étonne même plus: «Nous étions à 30 mètres de profondeur ce matin et l'eau était à 29°C», affirme cet instructeur de plongée de la province turque d'Antalya (sud), en première ligne face à la «tropicalisation» de la Méditerranée. Encouragées par des eaux de plus en plus chaudes, des centaines d'espèces originaires de la mer Rouge ont au fil des ans envahi la Méditerranée orientale via le canal de Suez, bouleversant les écosystèmes, selon les scientifiques.

Et la menace guette désormais l'ensemble de la Méditerranée, une des mers qui se réchauffent le plus vite et qui a connu cette année ses mois de juin et juillet les plus chauds jamais enregistrés, selon l'organisation Mercator Ocean International.

Murat Draman, qui se souvient d'une mer encore à 25°C en août au début des années 2000, a vu des dizaines d'espèces de la mer Rouge coloniser les eaux limpides d'Antalya, où des températures frôlant les 32°C en surface ont été relevées localement cette semaine.

Le poisson-lion (Pterois miles), une rascasse de 26 cm en moyenne aux longues nageoires tachetées, à son aise dans cette mer chaude, y fait des ravages. «Il y a une dizaine d'années, on en voyait un ou deux. Désormais c'est une quinzaine, une vingtaine à chaque plongée, plus que quand nous allons en mer Rouge», assure Murat Draman.

«Ce sont de gros prédateurs. Les petits poissons comme les gobies souffrent énormément, on n'en voit presque plus. Idem pour les poulpes ou les cala-

mars, tout y passe», détaille-t-il en citant aussi les dégâts provoqués par les poissons-ballons ou poissons-globes (Lagocephalus sceleratus).

«UN AVERTISSEMENT»

Ces mêmes espèces invasives bouleversent les équilibres de toute la Méditerranée orientale, zone la plus chaude de la Méditerranée et aussi celle qui se réchauffe le plus vite, souligne le Pr Gil Rilov, chercheur à l'Institut israélien de recherche océanographique et limnologique (IOLR) et enseignant à l'université d'Haïfa, ville côtière du nord d'Israël. «L'invasion a démarré presque immédiatement après l'ouverture du canal de Suez en 1869, mais avec la hausse des températures de l'eau et l'élargissement du canal (en 2015, NDLR), de plus en plus d'espèces nouvelles arrivent chaque année», explique à l'AFP ce biologiste marin, qui reconnaît que certaines d'entre elles peuvent avoir un effet bénéfique dans des eaux devenues trop chaudes pour les espèces indigènes.

Désormais omniprésentes au large de la Turquie, du Liban ou d'Israël, ces espèces gagnent du terrain en Méditerranée année après année, relève le scientifique, citant en exemple les poissons-lapins (Siganus rivulatus) qui ont colonisé récemment les eaux de Malte, à plus de 1.700 km du canal de Suez.

La situation en Méditerranée orientale, où nombre d'espèces indigènes ont déjà disparu selon le Pr Rilov, «est un avertissement», affirme-t-il en attribuant ces extinctions à deux possibles causes: des eaux trop chaudes ou une compé-

tition trop rude avec les espèces invasives. «Ce qui se passe ici se produira dans 5, 10 ou 20 ans au nord et à l'ouest de la Méditerranée», prédit le biologiste, alors qu'une température moyenne en surface de 26,68°C a été enregistrée en juillet en Méditerranée, un record qui inquiète les spécialistes.

«ABSENCE DE PRÉDATEURS»

Cette «tropicalisation» de la Méditerranée pourrait aussi s'opérer dans les prochaines années via le détroit de Gibraltar, loin du canal de Suez, estiment les auteurs d'une étude parue en avril 2024 dans la revue scientifique américaine PNAS. Selon un scénario climatique intermédiaire, le réchauffement de l'Océan atlantique pourrait d'ici 2050 conduire certaines espèces à remonter des côtes sud de l'Afrique de l'Ouest jusqu'à la Méditerranée occidentale, prédisent les auteurs de l'étude.

Dans un scénario plus pessimiste, alertent-ils, la Méditerranée sera même «entièrement tropicalisée» à l'horizon 2100. Face à cette menace, Murat Draman estime qu'il faut tenir les espèces invasives le plus à l'écart des aires marines protégées, «pour faire en sorte d'y conserver de la biodiversité». «On voit bien qu'avec l'absence de prédateurs méditerranéens, des espèces comme le poisson-lion sont très à l'aise ici et leur population augmente d'année en année», poursuit-il. «En mer Rouge, les poissons-lions ont des prédateurs. Il y a des requins, des barracudas. Ici, nous n'avons rien de tout ça».

Sous terre, à l'aube ou la nuit

Les touristes fuient la chaleur à Rome

Il est 09H30 devant l'entrée des Catacombes de Saint Calixte. Il fait déjà plus de 30°C et le mercure frôlera bientôt les 40°C. Olivia Ansari, en vacances en Italie avec sa mère et sa tante, fait partie de ces touristes qui adaptent leur programme à la canicule et partent à la découverte de Rome tôt, tard, ou sous terre. L'avocate de 32 ans le dit clairement: «si nous avions pu décaler notre voyage, nous l'aurions fait, mais tout était déjà réservé». Alors, ses compagnes de voyage et elle s'adaptent. «Nous avons réservé notre première visite à 07H30. Et on rentre chez nous avant midi, pour ressortir vers 16H00 ou 17H00», explique-t-elle à l'AFP, lovée sur un banc de pierre ombragé à côté de sa tante qui semble accablée de chaleur en cette semaine de canicule.

Ces Néo-Zélandaises, qui d'ordinaire dînent tôt, vont au restaurant vers 21H pendant leur séjour romain, ajoute Mme Ansari, avant de s'enfoncer dans le vaste cimetière souterrain, où il fait environ 15°C toute l'année. Quelque 300.000 personnes explorent en été les nombreuses cryptes, grottes et catacombes dont regorge l'Italie.

A quelques kilomètres de là, en plein centre de Rome, Rafael Falcao sort tout juste d'une visite de la crypte des Capucins sur la célèbre via Veneto. Le Brésilien de 42 ans a lui aussi modifié son programme: «hier, on a loué une petite voiture pour visiter la ville car il faisait trop chaud pour marcher». En voyage avec sa femme, il s'efforce d'organiser certaines visites le soir, parfois en vain. «Pour aller au Colisée la nuit, il faut un ticket spécifique (...). Nous n'avons pas réussi» à en obtenir, déplore-t-il.

A la mi-journée, en pleine canicule, la chaleur dans le plus célèbre des amphithéâtres romains devient infernale. Pour y échapper, Patricia Kolodziej, une Polonaise de 41 ans



qui vit au Royaume-Uni, a opté pour le dernier créneau possible de la journée, au coucher du soleil. Venue à Rome quelques jours avec sa famille dont sa petite fille de même pas deux ans, elle admet que vu la fournaise, «on ne peut pas tout faire avec elle. On choisit assurément plus de visites le soir. Et nous avons passé une grande partie de la journée dans un parc de jeux à l'ombre».

«C'ÉTAIT PAISIBLE»

A quelques pas, une touriste asiatique semble proche du malaise, le front en sueur: «nous avons fait exprès de venir tard mais ça ne sert à rien».

Il fait encore près de 40°C. Les rares visites possibles du Colisée la nuit - seulement deux jours par semaine, vague de chaleur ou non

- sont donc devenues particulièrement prisées. Ces «Notte al Colosseo» sont commercialisées comme des options haut-de-gamme avec accès élargi aux arènes et souterrains. Elles sont chères (plus de 50 euros par personne) et les billets sont rapidement épuisés. Beaucoup d'autres sites de Rome comme le Cirque Maxime, ou ailleurs dans le pays, comme le parc archéologique d'Herculaneum près de Naples, multiplient les activités nocturnes. La plateforme de réservations Booking.com prédisait dans un article d'octobre que le «noctourisme» serait une des tendances du voyage cette année, notamment à cause du réchauffement climatique et du surtourisme. Madison Thibert, une Américaine venue du Dakota du Nord, est l'une des quelques dizaines de personnes qui

ont décroché un sésame pour la «Nuit au Colisée». Avec son petit ami, elle attend son guide pour débiter sa promenade à 20H00, et voir le clair de lune sur les pierres millénaires. «Nous nous sommes levés très tôt, nous avons visité le Vatican, puis nous sommes rentrés faire une sieste. Et on vient juste de ressortir», dit en riant la jeune femme qui travaille dans un bar, comme son compagnon. «On s'est couchés à trois heures du matin», justifie-t-elle en riant, racontant une nuit magique à déambuler dans la Ville éternelle. «Nous avons vu la Fontaine de Trevi sans la queue de touristes qui patientent sous le soleil brûlant pour prendre une photo, se remémore-t-elle. «On a fait du scooter. C'était paisible, il n'y avait presque personne. Et il faisait beaucoup plus frais.»

Sur le littoral ivoirien Exhumer ses proches face à la montée des eaux

L'année passée, Alphonse Akadié, un pêcheur ivoirien, a fait exhumer les corps de ses proches décédés avant qu'ils ne soient emportés par les eaux: en quelque 50 ans, l'océan Atlantique, qui monte sous l'effet du réchauffement climatique, a englouti presque tout le cimetière de son village de Lahou-Kpanda.



Déséparé, sans aide publique, M. Akadié, 53 ans, a décidé d'organiser lui-même, comme des centaines d'autres familles du village, une cérémonie avec quelques professionnels pour déplacer les restes de ses parents, son oncle, son grand-père et son arrière-grand père.

Il a assisté à leur exhumation. «On prend les os, les cheveux et puis les dents, ce qui n'est pas pourri, on met ça dans des pagnes blancs» et «dans de petits cercueils», raconte-t-il face à l'océan, encore très ému. M. Akadié a dû organiser de nouvelles funérailles, dans un cimetière éloigné de la mer, créé par les habitants pour répondre à cette situation. Ses proches «sont morts deux fois», estime-t-il. «C'est triste, ça fait très mal». Avant de les faire déplacer, il s'est adressé à eux: «On ne le fait pas pour vous détruire, mais la mer avance», leur a-t-il dit. «Il faut parler. Le corps est mort, mais l'esprit vit», explique-t-il. Situé à quelque 140 kilomètres d'Abidjan, le village de Lahou-Kpanda est une bande de sable entourée d'eau: au nord la lagune, à l'est le fleuve Bandama, au sud l'océan Atlantique. L'embouchure entre les trois s'est déplacée d'un kilomètre et demi au gré des courants depuis 1993, selon le gouvernement, et les activités de dragage sur la lagune ont fait perdre au village une partie de sa superficie. Mais surtout, sous l'effet du réchauffement

climatique, l'océan avale 1,6 mètre de ses côtes chaque année, selon la Banque mondiale, qui estime que Lahou-Kpanda pourrait totalement disparaître d'ici 2050. Plus des deux tiers du littoral ivoirien sont affectés par l'érosion côtière, avec «un recul moyen des côtes d'environ un à deux mètres par an au profit de la mer», indique le ministère de l'Environnement de Côte d'Ivoire.

Une nouvelle embouchure, financée notamment par la Banque mondiale, est en travaux à Lahou-Kpanda pour empêcher la montée des eaux à partir de 2026.

OBJETS À LA SURFACE

En attendant, l'exhumation d'un corps a un coût: 500.000 voire 700.000 francs CFA, soit 760 à 1.060 euros, indique Alphonse Akadié - jusqu'à près de 10 fois le salaire minimum mensuel.

Il dit avoir notamment payé les démarches administratives pour obtenir des autorisations officielles, rémunéré des professionnels et loué un hors-bord pour se déplacer de part et d'autre de Lahou-Kpanda, car les voies terrestres en sable sont difficilement praticables. «Avant de déplacer les corps, nous avons crié à l'Etat, à nos élus, députés, maires, à la sous-préfecture, au conseil régional» un désarroi, en vain, explique William Attawa, un des notables de ce village traditionnel.

Selon Ali Sissoko, le maire

de Grand-Lahou, qui administre Lahou-Kpanda, il n'était pas possible d'apporter aux familles une aide financière. «On n'avait pas les moyens», se défend-il.

Les foyers les moins aisés ont fait appel à de jeunes croque-morts habitant le village, parfois simplement «formés entre eux» et payés moins cher que des professionnels, précise le guide touristique Nicolas Kodjo.

Adrienne Zoukouan, 63 ans, a ainsi fait déplacer cinq membres décédés de sa famille. Pour se protéger d'une telle scène, elle est restée «à cinq mètres du tombeau». Mais la majorité des familles «ont vu leurs corps partir en mer», regrette un autre notable, Siméon Ladjou, 61 ans.

Environ 70% du cimetière de cinq hectares «sont allés sous les eaux» en quelque 50 ans, rapporte le maire. «C'était vraiment le cimetière de référence de toute la région», dit-il, alors «toute la mémoire de Lahou-Kpanda est partie». Par moments, elle a ressurgi: ici, «quand on enterre nos parents, c'est avec des objets», qui «revenaient souvent à la surface» ou s'échouaient «sur la plage», raconte Ali Sissoko.

Certains villages alentours ont accepté d'accueillir des défunts de Lahou-Kpanda, afin de les protéger de la mer menaçante, explique-t-il, «il y a une forme de solidarité». Au final, «chacun se débrouille comme il peut pour enterrer ses morts», regrette-t-il.

Des habitants de Washington fustigent Trump Le ridicule déploiement de la Garde nationale



Tout juste arrivés à Washington, des militaires en treillis vadrouillent devant la gare principale de la ville, à deux pas du Capitole, sous le regard curieux des touristes et méfiant des habitants.

Ce contingent fait partie des 800 gardes nationaux mobilisés par le président Donald Trump pour «nettoyer» la capitale qu'il dit «envahie par des gangs violents». Et ce, alors que les statistiques officielles montrent une baisse de la criminalité violente dans la ville.

En voyant les militaires de réserve, Christian Calhoun, 26 ans, se dit «furieux». «Ils ne font qu'attendre debout pendant des heures», fustige celui qui est né dans la capitale américaine et pour qui les vives critiques de Donald Trump sur la sécurité à Washington ne sont pas justifiées.

«INJUSTIFIÉ»

«Ce qu'on voit, c'est digne d'un système autoritaire (...). Cela montre à quel point le président et le gouvernement dans son ensemble sont hors-sol», ajoute Christian Calhoun. Larry Janezich, un autre habitant, âgé de 81

ans, déclare n'avoir assisté pour l'instant à «aucune action significative pour prévenir la criminalité» de la part des troupes mobilisées.

A deux pas, Patricia Darby, une retraitée de 65 ans, pense que les militaires «n'ont pas envie d'être ici», en se référant à leurs mines fermées.

Les habitants rejettent catégoriquement le constat apocalyptique de Donald Trump, qui a placé sous sa coupe la sécurité de la ville. «C'est totalement faux, et cela a été évidemment partagé sur ses plateformes de communication pour justifier cet usage injustifié du pouvoir fédéral», rétorque Larry Janezich.

Pour Gerry Cosgrove, un touriste écossais venu à Washington pour deux jours, la décision de Donald Trump repose sur ce qui peut se résumer à deux mots: «fake news». Donald Trump a aussi annoncé souhaiter se débarrasser des sans-abris de Washington.

«OÙ ALLER?»

«Mais où vont-ils aller?», lâche Patricia Darby après avoir donné une bouteille d'eau fraîche à l'un d'entre eux, pour qu'il

puisse s'hydrater sous les 33 degrés et un important taux d'humidité renforçant le sentiment de chaleur. Randy Kindle, qui fait partie d'un groupe de manifestants contre la politique de Donald Trump, déclare devant la gare craindre que les sans-abris soient arrêtés et mis en prison ou dans un centre de rétention, «alors qu'ils ont simplement besoin d'aide».

Guadalupe, un septuagénaire originaire du Mexique, vit à la rue. Il raconte à l'AFP que des militaires lui ont demandé mercredi de partir des abords de la gare. «Ils n'ont aucune manière», lance Guadalupe en espagnol. «Je me suis senti très mal à l'aise» pendant l'interaction, ajoute-t-il.

Christian Calhoun déclare avoir vu jusqu'ici les militaires principalement occupés à traquer la consommation de cannabis, légale à Washington pour un usage privé depuis 2015.

Ces militaires «resteront sur place jusqu'à ce que l'ordre public soit rétabli dans la ville, comme décidé par le président» Donald Trump, a déclaré le Pentagone jeudi.

Publicité

APPELEMENTS

■ Vds F4, Ht Std, 150 m². Résidence Tayba, Carteaux, 02 ascenseur. Tél. Internet. Prix après visite - Tél: 0549.47.21.80

VILLAS

■ A vendre villa actée, 226 m², deux façades, centre-ville Terga, 45 km d'Oran. Prix 1.4 négociable et à louer appartement Canastel, 3^{ème} étage, 5 millions par mois, 10 mois d'avance. Tél: 0673.91.34.44

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques
Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail: canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22
CANAL SUR : Marketing & Publicité
Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

PENSÉE

A la mémoire de notre grande sœur
Mme CHATBI Meriem
«ditte «Mimi»». Cela fait 06 ans que tu es partie rejoindre ton créateur, et qu'il t'inonde l'Inchallah de Sa Clémence et de Sa Miséricorde dans Son Vaste Paradis. Ya Mimi Khti, tu nous manques tellement ! Ta joie de vivre, ton sourire, tes conseils... Tout nous manque. Chaque souvenir, tel un éclat de lumière, vient éclairer les moments de joie, mais aussi, les ombres de la douleur. «Ya mimi», tu vivras toujours dans le cœur des personnes qui t'ont aimée. Wallah twahchnek bezzaf et nous ne cessons de parler de toi. Malgré ton absence, tu es toujours là présente parmi nous par ta bonté et ta gentillesse gravée en nous. Les années qui passent nous rapprochent davantage de toi et on ne peut au grand jamais t'oublier ! Que Dieu Tout-Puissant puisse entendre nos prières ! Dors en paix ! Grande sœur
Tes sœurs, ta fille et toute la famille CHATBI
الله يرحمك ويرحمه الواسعة ويرحم كل من فقدناه

2

20.10 Fort Boyard



09.50 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Journal Météo climat
12.00 Journal
12.20 13h15, le samedi
13.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.00 Affaire conclue
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.35 20h30 l'éété

Pour cette saison de retour aux sources, le Père Fouras retourne dans sa mythique vigie. A chaque nouvel épisode, il pioche dans des classiques de l'émission : des épreuves incontournables revisitées se mêlent à de nouveaux défis. A ses côtés, le Cercle des anciens auditionne chaque semaine d'anciens et de nouveaux personnages qui souhaitent rallier l'équipe du Fort. En lice ce soir, Houcine Camara, Elodie Gossuin, Julia Martin, Jungeli, Dounia Coesens, Pierre-Yves Bon joueront pour l'association L'Unicef, qui défend les droits de l'enfant à travers le monde.

3

20.10 Meurtres à...



09.30 Mr Magoo
10.15 Chef pays
11.00 Enquêtes de région le mag
11.20 ICI 12/13
11.55 Waouh !
12.35 Samedi d'en rire
15.45 Le jeu des 1000 euros
16.25 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20
18.00 Le Journal Des Talents
19.15 Ici 19/20
18.55 Tout le sport
19.35 Cuisine ouverte

Saison 10 - Ep 2 : Meurtres en Béarn
La quadragénaire Céline Casteran, femme d'un notable de la région, gestionnaire de la maison du patrimoine, est retrouvée morte au pied des montagnes du Béarn, probablement après avoir été précipitée du pont de La Légende de Sauverre. Costumée en reine du Moyen Age, elle a la main coupée et arbore un pendentif dont le portait semble tout droit découpé d'un livre, jurant avec reste de ses bijoux. Jeanne Laborde, capitaine de la brigade de recherche ...

4

20.00 Entre les vagues



08.04 Les as de la jungle à la rescousse
08.50 Bluey
09.50 Sam le pompier & le mystérieux Super-Héros
10.40 Les métiers
10.53 Les Croods
12.25 Un jour, une question
13.33 Coop Troop
14.31 Batwheels
16.15 Alex Player
16.28 Héros à moitié
18.00 Scooby-Doo & Batman
19.15 Goldorak
19.40 Les enfants chantent

Margot et Alma, deux jeunes femmes inséparables et pleines de vie, partagent une passion commune pour le théâtre, animées par le rêve de devenir des actrices reconnues. Alors qu'Alma (Déborah Lukumena), sa comparse enthousiaste, célèbre la réussite de son audition pour un rôle déterminant, Margot (Souheila Yacoub), qui jongle avec des petits boulots pour joindre les deux bouts, reçoit une nouvelle qui, bien que moins éclatante, ...
21.35 Les bien-aimés

5

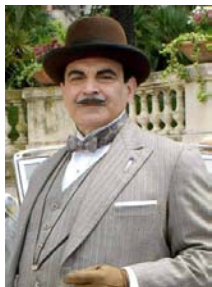
arte

TMC

09.15 Une maison, une artiste
09.50 Silence, ça pousse !
11.45 Des zoos nouvelle génération
12.40 La première année des bébés animaux
13.40 Les routes de l'impossible
14.35 Au bout c'est la mer
15.35 Maisons et hôtels de légende
16.25 C dans l'air
17.55 Les routes de l'impossible
19.05 Jane Goodall et les chimpanzés de Tchimpounga
20.00 Echappées belles

08.25 Invitation au voyage
09.05 Cuisines des terroirs
09.30 La Suisse sauvage
14.20 Cuisines des terroirs
16.25 Invitation au voyage
17.05 Carmen et les cavaliers d'El Rocío : A la poursuite ades chevaux sauvages
17.50 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes samedi
21.20 Les reines-prêtresses de Crète

13.19 Petits plats en équilibre
13.25 Les experts
16.50 Burger Quiz
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 Hercule Poirot :Saison 13 - Episode 5 Hercule Poirot quitte la scène



22.05 90' Enquêtes



CINE +
PREMIER 19.50

OSS 117 : LE CAIRE NID D'ESPIONS

Acteur: Jean Dujardin, Bérénice Bejo, Aure Atika, Philippe Lefebvre,...
En 1955, Hubert Bonisseur de la Bath, dit OSS 117, est agent des services secrets français. Sa nouvelle mission l'envoie au Caire sur les traces de son coéquipier Jack Jefferson, récemment porté disparu. Sur le terrain, les choses s'annoncent particulièrement compliquées. D'une part, la ville abrite de nombreux agents secrets issus de divers pays qui placent Hubert sous étroite surveillance. D'autre part, ce dernier, pourtant très sûr de lui, multiplie bévues et maladroites qui le placent dans d'embarrassantes situations.



CANAL+
family 19.50

PADDINGTON

Acteur: Hugh Bonneville, Sally Hawkins, Samuel Joslin, Madeleine Harris,...
Montgomery Clyde, explorateur, est devenu ami avec Lucy et Pastuzo, deux sympathiques ours péruviens, doués de la parole. Quelques années plus tard, la forêt qui abrite Lucy, Pastuzo et leur neveu est frappée par un orage. C'est le moment pour le jeune ours, grand amateur de marmelade, de partir à Londres. C'est là qu'il croise le chemin de la famille Brown. Il attendrit aussitôt madame Brown et ses enfants, qui le nomment Paddington et décident de le recueillir...



CINE +
FRISSON 19.50

RAMBO III

Acteur: Sylvester Stallone, Richard Crenna, Marc De Jonge, Kurtwood,...
John Rambo s'est retiré discrètement en Thaïlande où il vit désormais en compagnie de moines bouddhistes. Un jour, John Rambo est contacté par le colonel Trautman, son père spirituel, qui lui propose une mission très délicate en Afghanistan. Rambo refuse mais apprend peu après que Trautman est tombé aux mains des Soviétiques. Cette fois, il n'hésite pas et franchit la frontière pakistano-afghane.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Le grand concours



10.00 Télésopping samedi
10.45 Petits plats en équilibre
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
11.55 Météo
12.00 JT 13h
12.40 Grands reportages
13.50 Grands reportages
15.10 Les Docs du week-end
16.50 50mn Inside
18.50 Petits plats en équilibre
19.00 JT 20h
19.45 Petits plats en équilibre

Une nouvelle édition du « Grand concours » qui voit de nombreuses personnalités tenter de répondre à des questions de culture générale dans la bonne humeur. Az, Cartman, Valérie Damidot, Alexandre Devoise, Baptiste Giabiconi, Anaïs Grangerac, Gérard Holtz, Joyce Jonathan, Caroline Margeridon, Hervé Mathoux, Clara Morgane, Yoann Riou, Tony Saint Laurent, Patrick Sébastien, Sylvie Tellier, Tarek et Tifoff vont s'affronter dans une bataille d'intellect et de rapidité. Au terme de deux manches et de la finale, un(e) seul(e) candidat(e) parviendra...

6

THE ROOKIE : LE FLIC DE LOS ANGELES



09.10 66 minutes : le doc
09.55 66 minutes : grand format
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.30 Scènes de ménages
12.50 Cauchemar en cuisine
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.35 En famille
20.10 The Rookie : Le flic de Los Angeles

Saison 7 - Episode 12 : Poisson d'avril
C'est le 1er avril. Une nouvelle recrue, Connor Craig, arrive au LAPD. Nolan est chargé de s'occuper de parfaire la formation du jeune homme. Alors que les deux co-équipiers interviennent chez un couple pour une dispute conjugale, Nolan réalise que Connor a de sérieuses lacunes. En parallèle, une stagiaire du département enchaîne les mauvaises blagues sur les réseaux sociaux. A cause de l'une d'entre elle elle, les habitants de la ville deviennent incontrôlables. Lucy, elle, propose à Tim de faire semblant...

CANAL+

20.05 C'EST LE MONDE À L'ENVERS !



10.31 Flippé
10.38 Jamel Comedy Club
11.13 Voyages au bout de l'effort
12.10 The Week-end
12.30 Football : Premier League
14.37 The Week-end
14.55 Football : Premier League
17.07 The Week-end
17.30 Football : Premier League
19.34 The Week-end

Stanislas, un trader parisien brillant et avisé, est reconnu pour anticiper les tendances financières avec une précision remarquable. Sa vie, rythmée par le luxe et le confort, bascule soudainement lorsque la crise de l'eau frappe sa ville, entraînant une panne généralisée des réseaux électriques. Alors que le désespoir s'installe dans le quotidien des Parisiens, Stanislas se voit confronté à l'effondrement de son empire financier.

PLANETE +

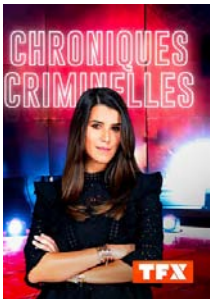
TFX

W9

08.19 American Pickers, la brocante made in USA
11.23 JFK . Un destin trahi
13.19 Oppenheimer, l'homme et la bombe
14.50 Champs-Elysées
16.42 Les secrets des bâtisseurs de pyramides
18.22 American Pickers



08.20 One Piece
08.50 Cleaners les experts du ménage
18.09 Petits plats en équilibre
18.15 Cleaners les experts du ménage
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Chroniques criminelles



09.10 Absolument stars
10.00 Scorpion
15.30 La petite histoire de France



Poissons 19-02 au 20-03
Journée positive dans l'ensemble.

FLÉCHÉS N° 9345

							ATTACHÉES	↕
↔		↕	VOIE ----- SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	↕	INSTRU- MENTS DE MESURE DE TEMPÉ- RATURE	↑↑	HABITUÉ DU CERCLE ----- RELATIF	→
		↓				↕		
					↔	A LA MODE ----- C'EN EST TROP !		
	IMAGE ----- BOUTIQUES	→						
	↓	↔	SUD-EST ----- NOUVELLE SENSATION- NELLE	↑	NOTE ----- FLEUVE D'EUROPE		↑	
		↕		↓			↔	TEL QUEL ! ----- CONVIENT
					↑			
						DOUBLE SIGNE DE VICTOIRE	↔	SUR LA BORNE ----- POISSON
								↓
	↔	←	EXCLAMA- TION ----- ARTICLE		↕		↑	
		↓						
				↔	ACCÉDER ----- FONCTION		MOITIÉ MOITIÉ ----- PIÈCE DE TOILE	→
↑				↔			↑	
TRAVAILLER DUR ----- POTE								LA TOILE ----- CRADO
↓		↔	APPUI TÊTE ----- MESURE CHINOISE		FONT MARCHER LES BÊTES !		↕	
		↓				↑		
						CELLES-LÀ, UN RIEN LES HABILLE ! ----- IMPLIQUÉE	↕	IL COULE DANS NOS VEINES
				↔	REINE D'EGYPTE ----- RACONTE DES BOBARDS	→		

FLECHES N°9344

S	T	U	P	E	F	A	I	T
Q	I		A	V	E	R	S	E
U	N	I	R		R		O	
E	T		T	R	I	P	L	E
L	E	S		P	E	R		
E	R	E	S		S	E	R	T
T		T	O	T		T		E
T	A	S		R	I	E	N	T
I	B		M	E	R		O	U
Q	U	I		S	A	U	T	E
U	S		U	S	I	N	E	S
E	A	U		E	T	E	S	

CROISÉS N°9344

D	E	F	A	T	I	G	U	E	R
I	R	A	R	A	I	L	L	A	
S		R	A	I		R	E	A	C
T	E	N	U		D	A	M	N	E
R	O	I		M	E	N	A	C	E
A		E	T	E	N	D		E	
C	I	N	Q		T	O	M	E	S
T	N	T		B	A	L	I	S	E
I	N	E	G	A	L	E	S		N
F	E		A	L	E	S	E	S	

SUDOKU N°9344

3	8	5	4	6	7	1	9	2
1	6	4	9	2	8	3	7	5
7	9	2	1	3	5	6	4	8
4	1	7	3	5	6	8	2	9
9	2	8	7	1	4	5	6	3
5	3	6	8	9	2	4	1	7
8	5	1	6	7	9	2	3	4
2	7	3	5	4	1	9	8	6
6	4	9	2	8	3	7	5	1

CODÉS N° 9344

1	D	2	U	3	L	4	A	5	S	6	E
7	I	8	R	9	N	10	T	11	C	12	G
13	P	14	M	15	O	16	H	17		18	
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 9344:
VILLAGE (Vil - Age

SUDOKU N° 9345

		8		4			2	5
		7	9				6	
					2		3	
9	5	3	7					4
		4		3			7	6
						2		
	1		8					
			4		7		9	2
4						5		

CODÉS N° 9345

1	P	2	R	3	I	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26				

1	5	2	3	6	6	5	11	7	5
2	8	12	5	8	11		7	3	17
5	11		9		5	4	8	16	5
13		13	8	4		1	3	6	8
10	4	8		10	9		7	5	4
9		4	2	8	3	4		7	
3	14	2	5	7		10	4		5
4	5	3	9	4	5	2	8	3	7
10	2	13	5		8	1	1	8	4
3	7	10		13		3	3		5
2	5	9	4	8	15	6	5		2
5		3	8		5	6		16	
	7	8	17	10		5	16	8	6
14	8	6	3	12	5	7		16	5
8	7		7	5	6		15	8	7

10 ERRORS



La mousson a fait 200 morts en 24 heures au Pakistan



Les pluies torrentielles qui s'abattent sur le nord du Pakistan ont fait au moins 200 morts en 24 heures, selon le dernier bilan annoncé vendredi par les autorités, ce qui porte à près de 500 le nombre de morts depuis le début de la mousson fin juin.

Au moins 150 décès ont été recensés dans la seule province montagneuse du Khyber-Pakhtunkhwa, frontalière de l'Afghanistan, indique l'Autorité provinciale de gestion des catastrophes. Neuf autres personnes ont trouvé la mort dans le Cachemire pakistanais, tandis que cinq personnes ont péri dans la région touristique du Gilgit-Baltistan.

Somalie : 4,4 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë



Quelque 4,4 millions de personnes sont confrontées à une «insécurité alimentaire aiguë» en Somalie, a annoncé jeudi l'autorité somalienne de gestion des catastrophes, qui évalue à plus de 100.000 le nombre de déplacés par des conflits depuis juin. Environ 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, dont 466.000 sont dans un état critique, selon la même source.

D'après l'ONU, cet Etat de la Corne de l'Afrique d'environ 18 millions d'habitants est parmi les plus vulnérables au réchauffement climatique. Ces cinq dernières années, il a connu sa pire sécheresse depuis 40 ans et ses plus graves inondations depuis des décennies.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des ministres de l'Alliance des Etats du Sahel à Moscou



Le ministre russe de la Défense et ses homologues de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) regroupant le Mali, le Burkina Faso et le Niger se sont rencontrés jeudi à Moscou, pour la première réunion sous ce format.

La Russie, isolée du monde occidental depuis son attaque à grande échelle contre l'Ukraine en 2022, cherche à dévelop-

per de nouveaux partenariats, notamment en Afrique, où elle a accru ces dernières années sa présence. Elle soutient militairement le Mali, le Burkina Faso et le Niger, trois pays dirigés par des juntes qui ont tourné le dos à l'ancienne puissance coloniale française et luttent contre des insurrections jihadistes.

«Aujourd'hui, des menaces terroristes et les activités de

groupes armés illégaux perdurent» au Niger, au Burkina Faso et au Mali, a déclaré le ministre russe, Andreï Beloussov, au cours de la rencontre de jeudi. «Le ministère russe de la Défense est prêt à fournir une assistance complète pour assurer la stabilité dans la région», a-t-il poursuivi, selon une vidéo diffusée sur le compte Telegram de l'armée russe.

Nouvelle série d'arrestations visant l'opposition à Istanbul



La police turque a procédé vendredi à 40 arrestations au sein de la municipalité d'opposition d'Istanbul, dont celles du maire de l'arrondissement central de Beyoglu et de plusieurs de ses proches conseillers, ont rapporté les médias turcs. Cette nouvelle vague d'interpellations pour «corrup-

tion» s'inscrit dans la continuité des arrestations ciblant depuis des mois le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale formation de l'opposition turque. Le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, considéré comme le plus redoutable opposant au président Recep Tayyip Erdogan, avait ainsi été

arrêté en mars et incarcéré dans la fôlée. Son arrestation avait provoqué une contestation inédite dans le pays depuis 12 ans. Outre M. Imamoglu, neuf des 26 maires CHP d'arrondissements d'Istanbul ont été arrêtés et incarcérés depuis octobre, la plupart pour corruption, une accusation qu'ils rejettent.

Décès du réalisateur Nourredine Benamar



Le réalisateur de télévision et de cinéma Nourredine Benamar est décédé, dans la nuit de jeudi à vendredi à Oran, à l'âge de 74 ans, a-t-on appris auprès de la direction locale de la culture et des arts. Le défunt a laissé une empreinte importante sur le petit et le grand écran, ayant contribué à la production de nombreuses œuvres télévisuelles et cinématographiques au sein de la station régionale de l'entreprise nationale de télévision à Oran. Il avait débuté dans les années 1970 à l'institut municipal de musique Ahmed-Wahbi, où il a appris les arts dramatiques et travaillé en tant qu'acteur et metteur en scène de théâtre, avant de rejoindre la télévision, où il s'est distingué par la réalisation d'œuvres artistiques, de films documentaires et d'émissions telles que «Liqaâ» (Rencontre) et «Qaws Quzah» (Arc-en-ciel).

Le défunt, qui a consacré sa vie au service de l'art, a également joué un rôle clé dans la découverte de nombreux talents artistiques ayant marqué la scène artistique et culturelle tant au niveau local que national.

Inde: 60 morts dans les inondations, les recherches se poursuivent



Les secouristes poursuivaient leurs recherches vendredi, au lendemain d'inondations qui ont fait au moins 60 victimes dans un village himalayen du Cachemire indien. Quelque «60 personnes sont recensées comme mortes», et 80 autres sont portées disparues.

Des torrents d'eau et de boue, provoqués par de fortes pluies, ont dévasté jeudi le village de Chisoti, dans le district de Kishtwar, à environ 200 km de la Srinagar, la capitale de la partie du Cachemire sous administration indienne.

Le village de Chisoti est situé sur la route d'un pèlerinage hindou menant au sanctuaire de Machail Mata. Une grande cuisine de fortune, où plus d'une centaine de pèlerins se trouvaient lorsque l'inondation a eu lieu, a été complètement emportée, ont indiqué les autorités. Selon le directeur de l'hôpital du district de Kishtwar, plus de 100 personnes avaient été admises depuis la catastrophe.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA LOURDE TÂCHE POUR L'ÉCOLE

souvent à la légère, l'on ne doit retenir des décisions du report que le caractère sensé et sage d'un événement supposant la véritable ruée de plusieurs millions d'élèves et d'étudiants. Tant mieux si les autorités publiques ont observé une grande sagesse en décalant la rentrée de quelques jours pour que leur mission soit une réussite.

La charge étant incommensurable, ils se devaient de la mener à bien pour éviter les importants impondérables des rentrées passées quand l'évidence de leur préparation précipitée s'était manifestée. L'ensemble de la lourde logistique environnant l'institution écolière n'avait pas sui-

vi causant des perturbations pénalisant le calendrier et leur suivi des programmes scolaires et ont perturbé enfants et parents. Les responsables des écoles et des lycées n'ont pas été en reste et ont eu à gérer désolés et comme ils ont pu l'absence de plusieurs enseignants de différentes matières. Aussi, quand la qualification de la force humaine était à disposition dans certaines localités, les infrastructures avaient pris du retard pour être livrées.

Ceci dans cela s'est logiquement repercuté non sans négativité sur les résultats scolaires en fin d'année. Si la tâche reste encore lourde à porter pour l'école, un minimum de précautions était à assumer par les autorités et les responsables dans tous les domaines confondus pour qu'au moins les importants tracas soient évités.

Le ministère de l'Education nationale a jugé utile de reporter la rentrée scolaire. Celui de l'Enseignement supérieur a suivi la démarche. La décision, comme on pouvait s'y attendre, a engendré moult commentaires et spéculations des plus légers et parfois des plus fantaisistes. En cause un déficit d'explications claires pour donner sa noblesse à la communication de la part des deux ministères.

Les suppositions indiquent la chaleur indisposant un tel événement dans les régions du Sud. Etant un problème réel, il mérite une attention particulière pour être autrement réaménagé. D'autres formulent des thèses aériennes qui n'ont pas de quoi tenir en la circonstance. Quels que soient les points de vue éparés formulés